

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

L'extrême droite au Capitole : un avertissement



- **État : le parasitisme de la bourgeoisie**
- **Complotisme et extrême droite**
- **Inde : le gouvernement Modi**
- **Australie**
- **Éthiopie**

**L'extrême droite
au Capitole:
un avertissement****Au sommaire de ce numéro**

États-Unis: l'extrême droite au Capitole, un avertissement pour tous les travailleurs	1
L'État, victime consentante du parasitisme de la bourgeoisie	6
Derrière la montée du complotisme, l'extrême droite en embuscade	11
Le gouvernement Modi, la crise et le Covid	17
Australie: un impérialisme de second rang aux avant-postes contre la Chine	25
Éthiopie: les divisions ethniques institutionnalisées	32

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)**Plis ouverts**

• France, DOM-TOM	15 €	• France, DOM-TOM	32 €
• DOM-TOM, par avion	17 €	• DOM-TOM, par avion	37 €
• Europe	20 €	• Europe (lettre prioritaire)	45 €
• Monde	24 €	• Monde (lettre prioritaire)	58 €

Plis fermés

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 — BIC PSSTFRPPPAR

Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



États-Unis: l'extrême droite au Capitole, un avertissement pour tous les travailleurs

Nous traduisons ci-dessous le discours que Gary Walkowicz, candidat au Congrès du Working Class Party du Michigan en novembre dernier, a prononcé lors d'une réunion publique organisée par le groupe trotskyste américain The Spark le 10 janvier 2021 à Detroit.

Gary Walkowicz, à présent retraité, a été ouvrier dans les usines Ford durant quarante-cinq années, pendant lesquelles il a mené une activité dans le syndicat de l'automobile UAW.

En introduction, nous revenons sur quelques épisodes des jours qui ont suivi l'assaut du 6 janvier contre le Capitole, le bâtiment du Congrès, où siègent le Sénat et la Chambre des représentants.

QUEL AVENIR POLITIQUE POUR TRUMP ?

C'est le 8 janvier que Twitter et Facebook ont décidé de bannir Trump de leurs plateformes. Il était alors suivi par 88 millions d'abonnés sur Twitter et 33 millions sur Facebook. Dans la foulée, Google a suspendu la chaîne Youtube du président sortant, Reddit a clos des forums pro-Trump, et Snapchat a indiqué qu'il fermerait son compte lorsqu'il quitterait le pouvoir. Dans un mouvement parallèle, à la suite de l'émeute au Capitole, des institutions financières de Wall Street ont annoncé qu'elles arrêtaient de faire des affaires avec la Trump Organization (la holding su-

pervisant les investissements de la famille du milliardaire), des sites de vente ont exclu ses marques, la ville de New York a rompu des contrats de construction d'infrastructures conclus avec ce promoteur immobilier.

Des comités d'action politiques, structures qui récoltent des fonds pour alimenter les campagnes électorales des politiciens en vue de faire avancer leur cause parmi les élus, ont arrêté provisoirement tout financement. Cela vise Trump, mais moins ouvertement, car tous les Républicains ainsi que les Démocrates sont aussi touchés, provisoirement... Nul doute qu'on verra à nouveau bientôt les dollars de la bourgeoisie américaine irriguer leurs campagnes électorales.

Ces réactions illustrent le fait que la bourgeoisie n'a plus besoin de Trump dans l'immédiat. C'est maintenant Biden qui va se charger de ses intérêts. Quant à Trump, son attitude consistant à nier le résultat de l'élection présidentielle est souvent mise sur le compte de son narcissisme et parfois qualifiée de folle. C'est ainsi qu'un sénateur républicain, ancien banquier de Wall Street, a dit au lendemain de l'attaque du Capitole: «*Trump est tombé dans une espèce de folie.*»

En réalité son comportement est rationnel. Nul ne sait si Trump espérait vraiment pouvoir rester président en contestant l'élection devant les tribunaux, puis en faisant pression sur le Congrès. Mais ces



L'extrême droite s'introduit dans le Capitole le 6 janvier, après s'être rassemblée pour écouter Trump nier sa défaite électorale.

dernières semaines lui ont permis de souder politiquement sa base autour de lui. Depuis l'élection du 3 novembre 2020, il a collecté plusieurs centaines de millions de dollars, officiellement pour payer les recours en justice déposés pour fraude électorale supposée. Mais ce trésor de guerre pourra lui servir à préparer son avenir politique (lancer son parti si le Parti républicain lui tourne le dos, financer de futures campagnes électorales) ou bien à payer ses avocats s'il est mis en cause par la justice, voire à régler ses dettes d'homme d'affaires.

Quelles que soient les nouvelles ambitions ou les possibilités politiques de Trump, les organisations d'extrême droite qu'il a encouragées ces dernières années vivront leur vie indépendamment et continueront à faire peser leur menace sur la société. Le jour où Trump a été obligé de laisser la place à Biden à la Maison-Blanche, les Proud Boys¹, à qui l'ex-président avait demandé en septembre de se tenir prêts, l'ont traité de faible et de perdant. Cette milice semble prête à tourner la page Trump.

L'EXTRÊME DROITE ET L'APPAREIL D'ÉTAT

L'enquête sur l'invasion du Capitole a révélé que des policiers avaient eu une attitude



Des Proud Boys le 14 novembre 2020 à Washington. Sur le T-shirt : « Pinochet n'a rien fait de mal ! »

fraternelle avec les milices d'extrême droite. Certains ont fait des selfies avec leurs assaillants le 6 janvier. Ce n'est pas le cas de tous les policiers : un au moins a fait usage d'une arme à feu, tuant une militante pro-Trump qui venait de passer quatorze ans dans l'armée, et un autre est décédé des coups reçus par les nervis fascistes.

Dans les jours qui ont suivi, certains chefs des multiples forces de police américaines ont lancé des enquêtes internes pour mettre au jour les complicités dont les milices paramilitaires jouissent parmi les forces de l'ordre. Parallèlement, le Pentagone a fait de même dans l'armée.

Ces officiels informeront-ils le public du résultat de leurs enquêtes ? Limogeront-ils ceux qui partagent les idées de l'extrême droite ? Ou ceux qui en sont membres ? Dans l'immé-

diat, la bourgeoisie américaine n'a pas besoin de milices fascistes. L'appareil d'État peut donc parfaitement traduire en justice certains des émeutiers du 6 janvier et faire quelques exemples, dans le souci d'apparaître neutre politiquement.

Mais si les généraux et autres chefs de la police ont l'air de découvrir, en parcourant les réseaux sociaux, que l'extrême droite a de l'influence parmi leurs subordonnés, ce n'est que parce qu'ils regardent habituellement ailleurs.

Il y a une porosité entre la police et l'armée d'un côté, et l'extrême droite, violente ou non, de l'autre. Les deux sont des ennemies des travailleurs en lutte : ceux qui sont dressés à les réprimer au nom de la légalité bourgeoise et ceux qui se préparent à les attaquer sans s'en soucier.

21 janvier 2021

Discours de Gary Walkowicz

Le 6 janvier 2021, une vingtaine de milliers de personnes se sont rendues à Washington pour assister au meeting de Donald Trump et le soutenir dans sa tentative de renverser le résultat de l'élection prési-

dentielle qu'il a perdue par sept millions de voix.

Mais c'était plus qu'un meeting ou qu'une manifestation. Plusieurs centaines de personnes, menées par des suprémacistes blancs, ont envahi le

Capitole. Encouragés par les déclamations racistes de Trump, ils arboraient le drapeau confédéré², portaient des T-shirts racistes et célébraient l'extermination des Juifs, et ont confectionné un nœud coulant. Ils ont

- 1 Milice créée en 2016, exclusivement composée d'hommes. Un de ses meneurs a été brièvement arrêté par la police deux jours avant les événements du Capitole pour avoir brûlé un drapeau Black Lives Matter appartenant à une église noire de Washington lors d'une précédente descente sur la capitale en décembre dernier, et interdit de séjour dans la capitale en attente de son procès.
- 2 Drapeau de la Confédération des États du Sud qui avaient essayé de maintenir l'esclavage par les armes en faisant sécession. Ce qui avait déclenché la guerre de Sécession (1861-1865).

ainsi pris possession du Capitole pendant plusieurs heures.

De toute évidence ces suprémacistes blancs s'étaient préparés à envahir le Capitole et avaient planifié l'opération, puisqu'ils étaient nombreux à être équipés de battes de baseball, de boucliers, de bombes à poivre et de cordes pour escalader les murs.

LA POLICE NE LES A PAS EMPÊCHÉS D'AGIR

Comment la police et les autorités ont-elles pu les laisser faire ? Est-ce que la police est totalement incompétente et n'est absolument pas préparée pour faire face à une attaque ? C'est peu probable, puisqu'elle est habituée à contrôler les nombreuses manifestations qui se déroulent dans la capitale et que les messages sur les réseaux sociaux utilisés par l'extrême droite étaient nombreux à appeler à « prendre d'assaut le Capitole » et à « amener la guerre civile » à Washington.

Ceux qui ont planifié et mené cette invasion sont connus en tant qu'organisations suprémacistes, comme les Proud Boys, les 3-Percenters³, les adeptes de QAnon⁴. Il y avait aussi des groupes qui défendent le droit de porter des armes, qui militent contre le droit à l'avortement, des néonazis. La police est-elle stupidement aveuglée par le racisme de cette société au point de ne pas imaginer que des Blancs puissent se comporter en hors-la-loi politiques ? Peut-être. Était-ce une décision délibérée que de laisser faire cette extrême droite ? C'est possible.

Ce qui est certain, c'est que la réponse des autorités a été com-

plètement différente de la façon dont elles ont répondu aux protestations antiracistes du mouvement Black Lives Matter. Durant tout l'été, ces manifestants ont dû faire face à des policiers en tenue antiémeute n'hésitant pas à faire usage des gaz lacrymogènes et des fusils à balles de caoutchouc. Des dizaines de milliers de protestataires ont alors été arrêtés. Nous avons vu cela bien des fois à Detroit et dans les autres villes quand les manifestants ont été attaqués par la police. Nous avons vu comment cet été les autorités à Washington ont érigé en une nuit des barrières pour créer une vaste zone hermétique autour de la Maison-Blanche ; comment elles ont fait appel à l'armée pour nettoyer les rues des antiracistes et en arrêter des centaines.

La semaine précédente, à Kenosha dans le Wisconsin, les autorités ont ainsi encerclé le centre-ville de barricades et fait venir la Garde nationale⁵ avant même de rendre publique la décision de ne pas poursuivre en justice le policier blanc qui avait tiré sept fois sur le Noir Jacob Blake à bout portant dans le dos, le laissant paralysé à vie,

décision qui ne pouvait que provoquer des manifestations. Et en novembre, à Minneapolis, la police a arrêté ou chargé 650 manifestants qui protestaient contre les violences policières et avaient brièvement envahi une autoroute.

La police choisit très nettement son camp lorsque des foules manifestent contre le racisme. Que pensez-vous qu'il serait arrivé si des manifestants Black Lives Matter avaient essayé d'envahir le Capitole ?

L'EXTRÊME DROITE PREND SES RACINES DANS UNE SOCIÉTÉ MARQUÉE PAR LE RACISME

Après l'émeute au Capitole, les médias, les dirigeants politiques, les hommes d'affaires ont rapidement exprimé leur désapprobation, rejetant la faute sur Trump le plus souvent. Twitter et Facebook ont fermé ses comptes. Après avoir vendu de la publicité destinée aux dizaines de millions d'abonnés qui ont ainsi suivi les insanités racistes et les mensonges de Trump quatre ans durant, à présent ces réseaux



À l'intérieur du Capitole, négociation avec un policier. Sur la droite, un drapeau du Sud esclavagiste.

- 3 Milice dont le nom exprime l'idée qu'une minorité active peut s'imposer car, dit-elle, seuls 3% des colons américains ont participé à la Révolution américaine et à la guerre d'indépendance victorieuse contre la Grande-Bretagne au 18^e siècle.
- 4 Vaste mouvance complotiste qui pense que Trump est victime de l'appareil d'État américain dirigé en secret par les Démocrates, qui chercheraient ainsi à protéger un réseau pédophile.
- 5 Force militaire que le gouverneur d'un État peut mobiliser pour renforcer la police.

sociaux ont décidé que c'était un problème.

Trump va bientôt devoir quitter la Maison-Blanche, mais le problème pour nous, pour la classe ouvrière, ce n'est pas Donald Trump, contre lequel les Démocrates ont enclenché un processus de destitution à moins de deux semaines de la fin de son mandat. Le vrai problème c'est la croissance de l'extrême droite dans ce pays.

Il a toujours été clair que Trump attisait le racisme envers les Noirs, les musulmans et les immigrés, qu'il méprisait les femmes et voulait restreindre leurs droits. Trump a fait tout ce qu'il pouvait pour diviser la classe ouvrière. Mais ses mots et ses actes n'auraient pas autant compté si les réflexes d'extrême droite n'étaient pas déjà ancrés dans une partie de la population, si les groupes d'extrême droite ne s'étaient pas déjà manifestés.

Ce qui les sépare de Trump, c'est qu'ils militent de manière encore plus explicite que lui pour que le pays ne soit dirigé que par des Blancs, ou que les femmes n'y aient pas voix au chapitre, comme le veulent les Proud Boys.

Ces forces d'extrême droite ont toujours existé dans la société capitaliste, parfois dans l'ombre et parfois en pleine lumière. Elles sont toujours prêtes aux attaques violentes. En période de crise économique et sociale, comme aujourd'hui, elles peuvent se renforcer, attirant des travailleurs blancs, particulièrement dans les petites villes et les zones rurales, des gens qui sont désespérés et veulent un changement radical. Trump s'est nourri du soutien de ces gens-là.

D'OU VIENT LE SOUTIEN POPULAIRE À TRUMP?

En voyant à la télévision les gens qui ont manifesté à Was-

hington, pas ceux qui ont envahi le Capitole, juste ceux qui ont manifesté pour Trump, on apercevait des gens ordinaires, des gens qui travaillent pour vivre, dans des petits magasins qu'ils possèdent ou non, des autoentrepreneurs, des gens venant des zones rurales où Trump a eu le plus de voix.

Certains ont voté pour Trump parce qu'ils partagent ses préjugés racistes et ses attaques contre les immigrés. D'autres pour ses positions hostiles au droit à l'avortement. Toutefois d'autres politiciens sont sur les mêmes positions. Ce qui semble distinguer Trump c'est qu'il s'est donné l'image d'un homme hors du système, qui attaque l'establishment politique.

Pour arriver au pouvoir, il a dénoncé les politiciens des deux grands partis, démocrate et républicain, et leurs élites qui méprisent les gens ordinaires. Plus Trump a dénoncé les élites et les politiciens, plus il a obtenu les voix d'une partie de la population blanche travailleuse. Lors de la dernière élection, son score a même progressé chez les Noirs et les immigrés naturalisés, qui sont des travailleurs dans une situation économique désespérée qui cherchent une solution radicale à leurs problèmes.

Les vingt mille et quelques personnes qui sont venues défendre Trump à Washington, et beaucoup d'autres comme elles, le voient comme le seul à être de leur côté. Se font-elles berner en le croyant, alors que la réforme principale qu'il a pu faire passer au Congrès a été d'accorder des milliards de baisses d'impôts aux riches comme lui? Et en apportant leur soutien à celui dont les décrets présidentiels ont accru la fortune des milliardaires et ont appauvri les gens ordinaires, comme elles-mêmes? Oui, elles se font berner. Mais Trump leur paraît radical, prêt à renverser la table, et elles ne voient

personne d'autre qui puisse le faire.

APRÈS TRUMP, LE DANGER DEMEURE

Après que Trump aura quitté le pouvoir, l'extrême droite sera toujours présente. Elle ne va pas disparaître. Elle tâche d'entraîner les soutiens de Trump, et d'autres couches de travailleurs avec eux. Elle en a déjà influencé certains. C'est là que réside le danger.

Le nouveau président démocrate, Joe Biden, a condamné les groupes qui ont envahi le Capitole. Et alors? Ce sont juste des mots. Et ces mots sonnent creux en comparaison avec ce qui s'est passé le 6 janvier à Washington. Les actes comptent plus que les mots.

Des militants d'extrême droite ont été arrêtés dans les jours qui ont suivi. Mais seront-ils réellement poursuivis par la justice, condamnés et envoyés en prison? Ils ont brièvement chassé les représentants et les sénateurs hors de leurs assemblées et les ont contraints à se cacher. Ils vont certainement être enhardis par ce qu'ils ont réussi à faire.

On a vu quelque chose de similaire dans le Michigan l'an dernier. Au printemps, des milices ont organisé des rassemblements de protestation devant le Capitole de l'État à Lansing, contre les restrictions sanitaires décidées par la gouverneure démocrate, au cri de «Libérez le Michigan». Puis ces militants sont entrés dans le Capitole armés jusqu'aux dents. Leurs armes ne leur servaient pas à se défendre, mais à intimider. À l'automne, des membres de ces milices ont fomenté, ou peut-être juste commencé à évoquer, l'enlèvement et le meurtre de la gouverneure. Ces actions ont stimulé l'extrême droite.

Toute la classe ouvrière peut

être leur cible. Beaucoup de travailleurs noirs et latinos le comprennent. Une proportion moindre parmi les travailleurs blancs le comprend aussi.

Aujourd'hui, les capitalistes et leurs valets des médias peuvent bien dénoncer Trump et les émeutiers suprémacistes blancs. Mais demain les patrons n'hésiteront pas à les utiliser contre la classe ouvrière.

Les politiciens et la police, qui travaillent pour le compte des capitalistes, ont toujours eu connaissance de l'existence de l'extrême droite violente. Ils tolèrent son existence, car à certaines périodes des capitalistes les financent et une portion de la police en fait partie.

Cela a été le cas du Ku Klux Klan, qui a sévi contre les Noirs pendant cent-cinquante ans et qui fut mis sur pied après la Guerre civile pour terroriser les anciens esclaves et les Blancs pauvres qui essayaient



DETROIT FREE PRESS ARCHIVES

Légion noire et Ku Klux Klan en 1936.

de se construire un avenir meilleur. Dans les années 1930, la Légion noire était une organisation d'extrême droite qui attaquait les militants ouvriers et syndicalistes avec la complicité et l'appui des capitalistes et de la police. Aujourd'hui, on sait quels sont les patrons de combat qui n'hésiteront pas à utiliser à nouveau ce type de force paramilitaire.

LES TRAVAILLEURS PEUVENT SE DÉFENDRE EUX-MÊMES

La classe ouvrière fait face à une situation dangereuse. La seule issue est de se battre pour ses intérêts de classe. Je sais que nous disons cela depuis longtemps et que vous l'avez déjà entendu. Mais il n'y a pas d'autre issue.

Quand les travailleurs d'une grande ville ou d'une grande entreprise commencent à se battre pour leurs propres intérêts, ils attirent d'autres travailleurs. Rappelez-vous la grève qui a touché les usines General Motors en 2019 : des travailleurs venaient au piquet de grève soutenir la grève. Quand les ouvriers se battent, ils forcent la sympathie des couches populaires, des exploités, même ceux des petites villes et zones rurales, de ceux qui peut-être soutiennent Trump aujourd'hui. Quand la classe ouvrière se bat, elle peut entraîner certains de ceux qui ont suivi l'extrême droite le 6 janvier à Washington.

Dans les combats du passé, les travailleurs ont réussi à s'organiser contre les attaques de l'extrême droite. La population noire mobilisée l'a fait aussi, repoussant le Ku Klux Klan. Lors des vagues de grèves des années 1930, la Légion noire a été mise en échec. La classe ouvrière organisée est bien plus puissante que les forces d'extrême droite.

Quand la classe ouvrière se bat, en tant que classe, pour ses intérêts de classe, elle peut mener la bataille à un niveau supérieur, la lutte contre l'ensemble du système capitaliste qui exploite tous les travailleurs, et envisager un autre système, dirigé par les travailleurs.



AFL-CIO

Un piquet de grève pendant la longue grève de l'ensemble des usines General Motors à l'automne 2019.

10 janvier 2021



L'État, victime consentante du parasitisme de la bourgeoisie

En septembre 2020, le gouvernement avait annoncé un plan de relance de 100 milliards d'euros. La reprise de l'épidémie et le deuxième confinement durant le mois de novembre ont amené le chef du gouvernement à remiser les discours sur la relance de l'économie. À nouveau, comme au moment du premier confinement, on a pu entendre proclamer que les mesures de soutien aux entreprises allaient être maintenues. Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a annoncé que le budget allait prévoir pour cela plus de 20 milliards d'euros supplémentaires, dont la moitié serait consacrée à la prise en charge du chômage partiel.

Mais, qu'il soit question de relance ou de soutien, la méthode gouvernementale est la même : elle consiste à organiser un transfert massif d'argent public vers les entreprises privées. De toute façon, les cadeaux au patronat contenus dans le plan de relance n'ont pas été remis en cause, leur coût ayant été intégré dans le budget adopté en décembre. C'est le cas notamment de la baisse des impôts dits de production à hauteur de 20 milliards sur les deux prochaines années, vieille revendication du patronat.

Le ministre de l'Économie avait bien insisté sur le fait que les 100 milliards seraient versés aux entreprises sans poser aucune condition. Le message était clair, le gouvernement ne faisant pas semblant d'exiger des engagements que le patronat n'aurait de toute façon pas respectés.

En présentant le détail de son plan de relance, le Premier ministre avait beaucoup insisté sur son caractère inédit. En réalité, ce n'est pas du tout le cas. Son prédécesseur à Matignon avait déjà annoncé, en avril, un plan

d'urgence de soutien à l'économie, c'est-à-dire aux entreprises, de 110 milliards d'euros. Dès le début de la crise sanitaire, l'État s'est engagé à garantir jusqu'à 300 milliards d'euros de prêts aux entreprises mises à mal par les conséquences de la pandémie de coronavirus. Fin août, plus de 560 000 entreprises en avaient bénéficié, pour un montant total de 115,5 milliards d'euros. Au début de 2021, 130 milliards d'euros ont été prêtés par les banques dans le cadre de ce dispositif.

Le gouvernement a expliqué que son objectif était d'aider les petites entreprises, les com-

merçants et les artisans menacés de disparaître à cause de la crise sanitaire. Mais plusieurs grandes entreprises ont bénéficié à plein de ces prêts garantis par l'État. D'ailleurs, comme à chaque fois, un sort à part leur a été réservé, le dossier de celles qui employaient plus de 5 000 salariés étant directement instruit à Bercy par le ministre de l'Économie lui-même. Ce fut notamment le cas d'Air France, de Renault et de CMA CGM, numéro trois mondial du transport maritime par conteneur, qui se sont vu garantir des prêts de respectivement sept, cinq et un milliard d'euros.



Conférence de presse du Premier ministre Castex le 3 septembre 2020.

LES ÉTATS À LA RESCousse DE LEUR BOURGEOISIE

Pour considérables que soient ces sommes, elles apparaissent bien faibles par rapport à celles qui ont été mises en œuvre par les États-Unis. En mars, Trump avait signé un plan de relance de 2 000 milliards de dollars (1 842 milliards d'euros). Dans la période de transition suivant l'élection présidentielle, il a été contraint d'en ratifier un autre plus modeste de 900 milliards de dollars. Trump avait dans un premier temps refusé de l'approuver, voulant ainsi manifester son humeur de mauvais perdant. Mais il lui a rapidement été rappelé, y compris dans son propre parti, qu'il n'était pas question de faire attendre la bourgeoisie qui allait bénéficier de cette manne.

En Allemagne, dans le cadre d'un plan d'urgence décidé en mars, le gouvernement a mobilisé plus de 1 100 milliards d'euros, auxquels se sont ajoutés 130 milliards annoncés au mois de juin.

En comparaison, l'effort budgétaire de l'État français semble plus réduit, mais cela ne fait que mettre en lumière le rapport de force entre les principales bourgeoisies. Cela fait longtemps que la France est devenue un impérialisme de seconde, voire de troisième zone.

Cette faiblesse relative des bourgeoisies européennes par rapport à leurs concurrents d'outre-Atlantique et d'Asie explique pourquoi, en dépit d'intérêts fortement contradictoires, elles ont tout fait pour éviter une crise de l'Union européenne (UE). L'existence des institutions européennes leur a permis de bénéficier d'une aide qui est venue s'ajouter à celle de leurs États nationaux. Ainsi, en avril, les 27 gouvernements de l'UE se sont entendus sur un plan de soutien de plus de 500 milliards d'euros. Il était prévu que les États européens



Plan de relance européen.

apportent des garanties à hauteur de 25 milliards d'euros à la Banque européenne d'investissement, qui allait ainsi pouvoir prêter 200 milliards d'euros aux entreprises.

De son côté, la Banque centrale européenne (BCE) a annoncé des plans de rachat de dettes pour des montants qui se sont envolés au fil des mois : 300 milliards, puis 750 milliards d'euros en mars, auxquels se sont encore ajoutés début juin 600 milliards d'euros supplémentaires. Au total, plus de 1 600 milliards d'euros ont été mis sur la table. Jamais la BCE n'avait autant fait tourner la planche à billets.

En achetant la dette des États, la BCE fait baisser les taux d'intérêt. Cela permet aux gouvernements de se financer à bas prix, et donc de payer pour le chômage partiel et les plans de relance. Par ailleurs, l'institution joue aussi le rôle de super-banque auprès des entreprises, en leur permettant de se financer à bas coût.

Enfin, en juillet, à l'initiative des deux principales puissances européennes, l'Allemagne et la France, un nouveau plan de relance européen de 750 milliards d'euros a été financé pour la première fois par un emprunt commun de l'UE.

Les dirigeants européens ont

accepté la création de dettes européennes communes, alors qu'ils y étaient hostiles jusque-là. À l'opposé de leur attitude au moment de la crise de 2008, les États les plus riches ont accepté de payer pour les plus pauvres, considérant que c'était le meilleur moyen de garantir aux grandes entreprises industrielles et financières européennes de pouvoir continuer à disposer d'un marché et d'une monnaie uniques. Leur générosité est en fait toute relative et très intéressée, car une partie de ces crédits mutualisés reviendront à des groupes capitalistes allemands et français, sous forme de commandes, de subventions, de constructions d'infrastructures indispensables à leur activité...

LA BOURGEOISIE A TOUJOURS EU BESOIN D'UNE BÉQUILLE ÉTATIQUE

Cette intervention de l'État en faveur de la bourgeoisie n'est pas une nouveauté et, comme dans bien d'autres domaines, la crise sanitaire a seulement joué un rôle d'accélérateur. À toutes les phases de son histoire, la bourgeoisie n'a jamais pu se passer de l'aide de l'État, même quand celui-ci, sous la monarchie absolue, n'était pas exclusivement à son service.

Marx écrivait dans le chapitre du *Capital* consacré à la genèse du capitalisme industriel : « Quelques-unes de ces méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale, mais toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'État, la force concentrée et organisée de la société, afin de précipiter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abrèger les phases de transition. Et, en effet, la force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. La force est un agent économique. »

Il poursuit : « La dette pu-

blique, en d'autres termes l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste.» Et de conclure: «Le crédit public, voilà le credo du capital.»¹

Tant que la bourgeoisie joua un rôle révolutionnaire dans l'histoire des sociétés, brisant les chaînes du régime féodal, se montrant capable d'opérer des révolutions industrielles sur les continents européen et américain, l'intervention de l'État pour appuyer son développement eut aussi un caractère progressiste. Dans certains pays, les autorités publiques menèrent des politiques de santé publique et réalisèrent des travaux d'urbanisme dans les grandes villes afin de lutter contre les risques d'épidémie, se préoccupèrent d'alphabétiser une partie importante de la population afin de mettre à la disposition de la bourgeoisie une main-d'œuvre qualifiée.

Pour autant, à aucun moment cela n'amena Marx et les révolutionnaires des mouvements socialistes se réclamant de ses idées à apporter le moindre soutien à ces États qui défendaient les intérêts de la bourgeoisie. «Pas un sou, pas un homme pour

ce gouvernement», telle était la devise des sociaux-démocrates allemands dans la deuxième moitié du 19^e siècle, alors que les progrès de leur mouvement leur avaient permis de faire élire des députés au Parlement. Leur objectif restait alors de combattre pour préparer le renversement des classes possédantes et la prise du pouvoir par le prolétariat.

À partir du début du 20^e siècle, au stade impérialiste du capitalisme, on assiste à une fusion du capital financier et de l'appareil d'État, qui subordonne celui-ci aux rois de la finance. Avec les deux guerres mondiales et, dans l'interval, avec la crise ouverte par le krach boursier de 1929, le poids de l'État est allé encore croissant, avec des formes différentes suivant les pays.

À ceux qui mettaient sur le même plan l'économie planifiée de l'URSS, le fascisme, le national-socialisme et le New Deal de Roosevelt, Trotsky répondait en 1937: «Tous ces régimes ont, c'est indubitable, des traits communs qui, en fin de compte, se définissent par les tendances collectivistes de l'économie contemporaine.» Il poursuivait: «D'un côté, la bureaucratie soviétique

s'est assimilé les méthodes politiques du fascisme; de l'autre, la bureaucratie fasciste, qui pour le moment s'en tient à des mesures «partielles» d'intervention gouvernementale, tend vers l'étatisation de l'économie et elle y parviendra bientôt. [...] Mais il est faux d'affirmer que «l'anticapitalisme» fasciste est capable d'aller jusqu'à l'expropriation de la bourgeoisie. Les mesures partielles d'intervention de l'État et de nationalisation diffèrent, en réalité, de l'économie étatisée et planifiée, comme les réformes diffèrent de la révolution. Mussolini et Hitler ne font que «coordonner» les intérêts des propriétaires et «régulariser» l'économie capitaliste, et cela, pour l'essentiel à des fins militaires.»

Ce rôle de l'État, de plus en plus essentiel pour la bourgeoisie, s'est poursuivi au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. En France, l'État a joué un rôle direct et actif dans la reconstruction de l'économie du pays au travers des nationalisations effectuées entre 1945 et 1946: Charbonnages de France, EDF-GDF, les principales banques et compagnies d'assurances... L'État a ainsi investi les capitaux que la bourgeoisie française ne voulait pas risquer dans une telle tâche.

Avec le début de la crise dans les années 1970, les capitalistes ont de plus en plus rechigné à immobiliser leurs capitaux dans les activités productives, privilégiant toujours davantage les activités financières. En France, durant ces années, si l'ensemble des investissements industriels n'a globalement pas régressé, cela est dû aux seuls investissements publics, qui ont augmenté de plus de 10% alors que les investissements privés régressaient.

Après l'élection de Mitterrand en 1981, le gouvernement Mauroy a nationalisé les cinq plus



1 Karl Marx, *Le Capital* livre I section VIII: «L'accumulation primitive» chapitre XXXI: «Genèse du capital industriel».

grands groupes industriels, ainsi que deux organismes financiers de premier plan, Suez et Paribas, et 39 établissements bancaires. Ces nationalisations avaient pour but d'étendre le secteur public, le seul en état de faire des investissements, parce que cela paraissait aux dirigeants socialistes la meilleure façon d'obtenir des retombées positives sur le secteur privé. L'État s'est chargé des restructurations, en assumant le coût financier et en licenciant des milliers de travailleurs dans l'électronique, les télécommunications, la sidérurgie, achevant dans ce secteur le sale boulot que les précédents gouvernements de droite avaient commencé...

Accessoirement, cela a aussi permis aux socialistes arrivés au pouvoir de conforter leur image de gauche auprès des travailleurs, les mettant en position de prendre par la suite des mesures antiouvrières devant lesquelles leurs prédécesseurs de droite avaient reculé.

Les actionnaires de ces entreprises n'étaient pas demandeurs d'une telle nationalisation, mais ils l'ont acceptée et ne l'ont pas regretté. Ils ont été généreusement indemnisés sur la base d'estimations surévaluées, recevant plus de 39 milliards de francs qu'ils ont pu faire fructifier dans des secteurs jugés plus rentables. À partir de 1986, avec le retour de la droite au pouvoir, ces entreprises ont été privatisées. Pour les capitalistes, aussi bien pour les anciens propriétaires que pour les nouveaux, le bilan de cette opération fut très positif.

LES CONSÉQUENCES DE LA FINANCIARISATION DE L'ÉCONOMIE

Par la suite, à partir des années 1990, l'aide aux entreprises a pris de plus en plus la forme de subventions, de cré-



Le Premier ministre socialiste Pierre Mauroy, en 1982, à Pont-à-Mousson en Lorraine, annonce des suppressions d'emplois dans la sidérurgie récemment nationalisée par son gouvernement.

bits d'impôt, d'allègements de cotisations sociales... L'objectif n'était plus seulement, et même de moins en moins, de faire bénéficier les capitalistes de commandes d'État, mais de leur permettre de disposer de masses d'argent qu'ils pouvaient utiliser à leur guise.

Avec l'aggravation de la crise, la financiarisation de l'économie s'est accrue, la bourgeoisie continuant de cette façon à développer ses profits sans avoir à investir dans des activités productives au rendement plus incertain. Pour cette raison, la bourgeoisie exigeait de l'État une politique qui lui permette d'augmenter ses bénéfices... sans avoir à produire autre chose que des licenciements et des chômeurs supplémentaires ! Au fil des années, on est passé de plus en plus de la béquille étatique à la mise sous perfusion de la bourgeoisie et de ses profits.

Il est très difficile, sinon impossible, d'évaluer ce que représente le montant total de cette assistance financière permanente. Le site gouvernemental dédié aux aides aux entreprises en recense un peu plus de 2 000. D'autres sources faisaient état de 6 000 dispositifs. C'est un véritable maquis où règne une totale opacité, qui

arrange aussi bien l'État que les entreprises : ils ne veulent pas qu'on puisse évaluer véritablement leur coût.

L'un des derniers rapports sur le sujet, réalisé en 2013 par Jean-Jacques Queyranne, ancien président PS de la région Rhône-Alpes, recensait « 110 milliards d'euros de dépenses publiques (budgétaires et fiscales) [pouvant] être considérées, dans un sens très large, comme étant des interventions en faveur des acteurs économiques ». En 2018, le pôle économique de la CGT est parvenu au chiffre de 200 milliards d'euros par an, à peine moins que le budget de l'État qui était de 241,5 milliards d'euros cette année-là. Ce chiffre est encore en dessous de la réalité, car il ne prend pas en compte les aides consenties par les collectivités locales, qui représentent au bas mot des dizaines de milliards d'euros dépensés chaque année sous des formes très diverses : subventions, mises à disposition de bâtiments, de terrains viabilisés ; aménagement de routes d'accès aux entreprises, aides à la formation professionnelle... Et il faut y ajouter les subventions européennes, difficiles à recenser.

La forte augmentation entre 2013 et 2018 s'explique

en grande partie par la création du Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) au début du quinquennat de Hollande, consistant en un allègement fiscal équivalent à 6% de la masse salariale, pour les salaires inférieurs à 2,5 smic. Toutes les entreprises pouvaient en bénéficier, même celles qui affichaient des bénéfices. Rien ne leur interdisait de supprimer des emplois et beaucoup d'entre elles ne s'en sont pas privées, comme Carrefour, Auchan, Renault, pour n'en citer que quelques-unes.

Grâce à ce dispositif, les entreprises ont bénéficié au total de plus de cent milliards d'euros, mais ce sont les plus grosses d'entre elles, celles qui emploient le plus de salariés, qui en ont empoché la plus grande part. D'après un rapport officiel, en 2016, 256 grandes entreprises avaient capté près de la moitié du CICE. En 2019, sous Macron, le dispositif a été pérennisé, remplacé par une baisse permanente de cotisations pour les patrons.

**POUR METTRE FIN
AU PARASITISME
DE LA BOURGEOISIE,
IL FAUT LA RENSERISER!**

Les plans annoncés à grand renfort de conférences de presse par le gouvernement

ne représentent en fait que la pointe émergée d'un énorme iceberg qui témoigne du niveau atteint par le parasitisme de la bourgeoisie. À une époque, les financements publics étaient destinés à aider la bourgeoisie en lui fournissant des commandes d'État mais, au moins, ils permettaient aussi de construire des ponts, des autoroutes, des équipements électroniques et téléphoniques, des centrales nucléaires qui, quoi qu'on en pense par ailleurs, produisaient au moins de l'électricité. Ce n'est plus du tout le cas aujourd'hui. Les sommes de plus en plus faramineuses versées au patronat chaque année ne font qu'alimenter la spéculation, faisant ainsi planer la menace d'une crise financière aux effets dévastateurs.

Ces aides n'ont aucun effet sur l'emploi, prétexte mis en avant par les gouvernements pour les justifier. Au contraire, ce pillage des fonds publics amène de son côté l'État à faire des économies aux dépens de tous les services publics les plus indispensables à la population. La crise sanitaire actuelle révèle l'état de dénuement auxquels ont été réduits les hôpitaux et les Ehpad. C'est toute la société qui paye cette politique par une régression générale.

Le problème n'est pas d'exiger des contreparties du pa-

tronat en échange des aides d'État, comme le fait la gauche réformatrice. C'est totalement illusoire, parce que le patronat n'accepte jamais de se laisser dicter quoi que ce soit, et surtout pas la façon d'utiliser les sommes que l'État met à sa disposition.

Ceux qui, parmi les politiciens, mettent en avant une telle revendication savent en fait parfaitement à quoi s'en tenir. Pour eux, c'est une façon de critiquer la politique du gouvernement sans remettre en cause la nécessité de faire financer le patronat par des fonds publics.

Les centaines de milliards que l'État consacre à entretenir une minorité de privilégiés parasites auraient pu être utilisés pour créer des millions d'emplois dans les hôpitaux, les écoles, pour mener des grands travaux d'utilité publique en embauchant directement les ouvriers, les employés, les ingénieurs, tout le personnel nécessaire, sans passer par des capitalistes et en faisant ainsi l'économie du profit qu'ils prélèvent au passage. 200 milliards d'euros correspondent à 5,4 millions d'emplois payés 1800 € par mois pendant un an. Le chômage n'est pas seulement le produit de la crise du capitalisme, c'est aussi le résultat d'un choix de classe, celui fait par l'État de mettre les profits patronaux sous perfusion.

Il est totalement illusoire d'attendre que cet État, entièrement au service de la classe dominante, mène une autre politique. Les révolutionnaires ont à développer parmi les travailleurs la conscience de la nécessité de renverser cet État et d'enlever les rênes de l'économie à la bourgeoisie. C'est le seul programme susceptible d'empêcher toute la société d'être entraînée dans la faillite du capitalisme.

24 janvier 2021



Hollande, alors président de la République, et Gattaz, dirigeant du Medef au moment de la mise en place du CICE, en 2013.



Derrière la montée du complotisme, l'extrême droite en embuscade

L'une des conséquences de la crise sanitaire est la montée en puissance des théories complotistes, qui connaissent un succès croissant. Derrière ces idées se cache l'extrême droite.

Peu répandu il y a encore quelques années, le terme même de « complotisme » est utilisé quotidiennement aujourd'hui. En plus d'être vague – car le complotisme n'est, en France, pas un courant construit et organisé – ce terme est devenu aujourd'hui, dans la bouche de la plupart des politiciens bourgeois, une sorte d'insulte suprême et fourre-tout, un repoussoir dirigé contre tous ceux qui critiquent leur politique : il suffit aujourd'hui de se poser des questions sur les pratiques des laboratoires pharmaceutiques ou de remettre en question la gestion gouvernementale de la crise pour se voir traiter de complotiste par les porte-parole macronistes, entre autres.

À l'origine, on a appelé complotisme (ou conspirationnisme) une attitude intellectuelle consistant à remettre en cause toute explication officielle d'un phénomène social, économique, historique, en la remplaçant par une explication que les « élites » voudraient cacher. Toutes les théories conspirationnistes ont pour point commun de dénoncer l'emprise d'un « groupe » (institutions internationales, cercles de milliardaires, Juifs, etc.) qui orchestrerait dans le plus grand secret tous les événements, les

adeptes de ces théories se donnant pour mission de révéler leurs agissements.

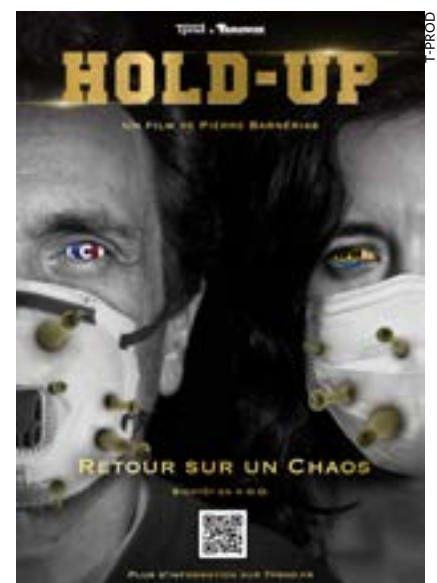
Si un bon nombre de théories conspirationnistes sont totalement farfelues, et de ce fait peu dangereuses, comme celle qui défend que le monde est gouverné par la secte des Illuminati ou par des extraterrestres, c'est une forme plus pernicieuse de complotisme qui se développe aujourd'hui, ce qui explique en partie son succès. Le complotisme trouve comme terreau propice à son développement non seulement les peurs et les angoisses provoquées par la crise sanitaire et la crise économique, mais également la méfiance, en elle-même légitime, engendrée dans les classes populaires par la politique des dirigeants du monde capitaliste.

UNE CRISE SANITAIRE QUI FAVORISE LA MONTÉE DU COMPLICITISME

À peine l'épidémie de Covid-19 a-t-elle commencé que sont apparues des théories complotistes assez variées à son sujet. Leur premier point commun a été d'affirmer qu'elle n'était pas naturelle mais « inventée en laboratoire », au choix par les Chinois, les Russes, les Amé-

ricains, l'Institut Pasteur ou les Juifs.

Quant à savoir pourquoi tel ou tel groupe occulte aurait souhaité déclencher la pandémie, les théories ne manquent pas : pour tuer tous les pauvres, explique la sociologue Monique Pinçon-Charlot dans le film *Hold-up* de Pierre Barnérias. Pour tuer les personnes âgées et régler le problème du vieillissement de la population, expliquent d'autres. Pour déstabiliser la Chine, ce serait alors une manœuvre du voisin russe. D'autres théories, bien plus répandues aujourd'hui, visent à prouver que tout cela est l'œuvre des laboratoires phar-



L'affiche du film complotiste *Hold-up*.

maceutiques, pour forcer la population à se faire vacciner, le vaccin contenant, là encore au choix, un produit obligeant les personnes à obéir à l'autorité, des micropuces activées par la 5G destinées à permettre à Bill Gates, l'ex-patron de Microsoft, de contrôler chaque individu... Et l'on en passe.

Il ne s'agit pas de décrire ici les multiples théories complotistes, mais de comprendre comment et pourquoi elles connaissent tant de succès – et les dangers que cela implique.

Il est indéniable que ces théories connaissent un réel succès, en particulier dans les classes populaires. En témoigne le retentissement du film *Hold-up*, vu par plusieurs millions de personnes sur Internet, qui prétend, au mépris des plus de 2 millions de morts du Covid, que l'épidémie n'est qu'une invention pilotée par Bill Gates et les grands capitalistes de la pharmacie. Son succès révèle que ceux qui l'ont apprécié étaient déjà à l'avance, sinon convaincus, du moins ouverts à ses thèses.

Sur un autre terrain, le succès rencontré en Allemagne par certains mouvements anti-masques, pour qui le virus est une invention visant à brider la liberté individuelle, s'est matérialisé par l'organisation de manifestations regroupant des dizaines de milliers de personnes.

Mais c'est aux États-Unis que le complotisme s'exprime de la façon la plus spectaculaire aujourd'hui, avec le développement de courants actifs ces derniers mois. Parmi eux, le délirant mouvement QAnon dénonce un prétendu complot de pédocriminels satanistes, que Donald Trump combattrait. Cela pourrait prêter à sourire, si parmi les manifestants d'extrême droite qui ont envahi le

Capitole le 6 janvier dernier ne s'étaient trouvés certains des principaux porte-parole de ce courant, dont Jake Angeli, dit QAnon Shaman, dont l'accoutrement de clown et les cornes de bison dissimulent mal les tatouages suprémacistes et néonazis dont il est couvert.

Il y a trois ans, en conclusion d'un article que nous consacrons au complotisme, nous écrivions : « *[Les thèses conspirationnistes] sont souvent risibles. Mais ce serait une erreur de se contenter d'en sourire: il n'est pas dit qu'à l'avenir, la crise s'aggravant avec son sillage de délitement politique et moral, ces thèses ne continuent pas de creuser leur sillon avec des conséquences peut-être dramatiques.* »¹

Il semble que l'on s'en rapproche.

LES RESPONSABILITÉS DE LA BOURGEOISIE ET DE SES SERVITEURS

S'il est facile de croire aux complots, c'est d'abord parce que des complots existent bel et

bien. Le livre *La Françafrique*, de François-Xavier Verschave², évoque les nombreux complots ourdis par l'impérialisme français pour mettre au pouvoir, dans ses anciennes colonies africaines, des dictateurs à sa solde, ou faire assassiner ceux qui n'étaient pas assez dociles, politique qui a mené jusqu'à un génocide au Rwanda. Les autres pays impérialistes ne sont pas en reste. Les États-Unis ont ainsi manipulé, en sous-main, de nombreux coups d'État en Amérique latine.

Oui, bien des choses se font en secret! Le secret est le mode de fonctionnement normal du capitalisme, qui a même érigé le secret bancaire, commercial et industriel au rang de principes intangibles de l'économie. Les mensonges qui ont, par exemple, suivi la catastrophe de l'usine d'AZF à Toulouse en 2001, et même celle de Lubrizol à Rouen en 2019, parce que les capitalistes ne veulent pas diffuser publiquement ce qui serait-ce que la liste des produits qu'ils stockent dans leurs usines, alimentent les rumeurs complotistes. La suppression



La docteure Irène Frachon, qui a combattu sans relâche pour faire éclater le scandale du Mediator.

1 *Lutte de classe*, n° 187, novembre 2017.

2 François-Xavier Verschave, *La Françafrique – Le plus long scandale de la République*, Stock, 1998.

du secret économique, de la diplomatie secrète, ainsi que le contrôle ouvrier, figurent depuis toujours en bonne place dans le programme des révolutionnaires communistes.

Et comment s'étonner du fait qu'une grande partie de la population tienne aujourd'hui les politiciens et l'État pour des menteurs professionnels? Dans la crise actuelle, les mensonges permanents du gouvernement sont autant d'aliment pour les idées complotistes, depuis les masques qui ne « servent à rien », jusqu'aux chiffres faux sur les lits de réanimation ou les vaccins...

Les dirigeants politiques de la bourgeoisie sont des menteurs, et ils le sont par essence, parce qu'aucun politicien bourgeois ne sera jamais élu en disant la vérité, à savoir qu'il est un serviteur dévoué du grand capital. C'est la nature même de l'État bourgeois, « conseil d'administration de la bourgeoisie », comme l'écrivait Engels, qui rend le mensonge nécessaire à l'exercice du pouvoir en régime capitaliste.

Tout aussi légitime est la méfiance absolue qu'il convient d'avoir vis-à-vis des capitalistes de la pharmacie. Pas vis-à-vis des chercheurs, des scientifiques et des ouvriers qui y travaillent, mais des actionnaires, qui se moquent de la santé publique comme d'une guigne et n'investissent dans ce secteur que pour les profits qu'il génère. Les affaires du sang contaminé, de la Dépakine, du Mediator, des prothèses PIP, sont autant de scandales qui montrent qu'il n'y a aucune raison de faire confiance sur parole à ces industriels, parfaitement capables d'empoisonner la population pour le profit.

La méfiance, le doute, la remise en question, sont légitimes vis-à-vis de tous les actes, de toutes les déclarations des capitalistes ou de leurs serviteurs politiques. C'est même,

pourrait-on dire, le b.a.-ba de la conscience de classe. C'est le fait que ces doutes se transforment en adhésion à des théories non seulement absurdes mais, la plupart du temps, réactionnaires (méfiance vis-à-vis de la science elle-même, assimilation des capitalistes aux Juifs) qui est dramatique.

LES INTELLECTUELS, ENTRE SOUMISSION ET MÉPRIS

Le complotisme a ceci de nouveau qu'il attire désormais aussi des travailleurs venus de la gauche, parce qu'il affecte de prendre une tonalité plus anticapitaliste. Quoique même parler d'anticapitalisme est déjà exagéré en l'espèce, car aucun courant complotiste ne remet en cause, de façon globale, le capitalisme en tant que système : ce sont des capitalistes individuels qui sont attaqués, ou parce qu'ils sont Juifs pour les courants les plus marqués à l'extrême droite, ou parce qu'ils sont américains, ce qui sonne mieux aux oreilles de la gauche française. Jeff Bezos (Amazon) et Bill Gates (Microsoft) sont des cibles bien plus privilégiées aux yeux des complotistes français que Michel-Édouard Leclerc ou Bernard Arnault, qui ne valent pourtant pas mieux.

Et le succès actuel du complotisme doit beaucoup au fait qu'un certain nombre d'intellectuels ou de personnalités naguère marquées à gauche versent aujourd'hui, peu ou prou, dans ces théories.

L'exemple le plus frappant de ce type de faillite intellectuelle et politique est Michel Onfray. Ce professeur de philosophie, jadis connu pour avoir créé une « université populaire » à Caen dans le but de diffuser la culture pour contrer l'influence du Front national, est aujourd'hui un défenseur acharné du professeur Raoult et le créateur d'une revue na-



CAPTURE YOUTUBE



LDC

La revue souverainiste *Front populaire*, créée par Michel Onfray (ci-dessus) et des intellectuels d'extrême droite.

tionnaliste baptisée *Front populaire*, en compagnie d'individus d'extrême droite.

Bien d'autres personnages de la « complosphère » se disent de gauche, ou du moins affectent une forme d'humanisme, de « résistance à la pensée unique et au système », qui leur vaut la sympathie d'un certain nombre d'opprimés. C'est le cas par exemple de Louis Fouché à Marseille, jeune anesthésiste à l'air sympathique, qui se targue de défendre « les personnels soignants épuisés et mal payés » et dénonce « les conflits d'intérêts » entre le milieu médical et l'industrie pharmaceutique, mais qui est un complotiste avéré et organise des manifestations contre les masques.

D'autres médecins, parfois réputés, ont acquis une grande audience pendant cette crise, avec, souvent, des visées plus politiques. C'est le cas du fameux professeur Raoult, mais aussi des Christian Perronne, Laurent Toubiana et autre Jean-François Toussaint, stars

des chaînes d'information continue et de la presse de droite et d'extrême droite, qui se succèdent sur les plateaux pour minimiser l'ampleur de l'épidémie, au point d'y être qualifiés de « rassuristes ». Auréolés pour certains, comme Raoult ou Perronne, d'une certaine notoriété et d'innombrables diplômes, ces médecins ont donné une caution pseudoscientifique à certaines thèses complotistes, alimentant l'idée que l'épidémie n'était au fond pas si grave. Proches du parti Les Républicains et des lobbies patronaux, ces individus ont finalement été les porte-parole d'un certain nombre de courants du patronat qui estimaient que le confinement et les couvre-feux leur faisaient perdre trop d'argent, et qui auraient souhaité une gestion de la crise à la Trump ou à la Bolsonaro, c'est-à-dire consistant à ne rien faire face à cette « grippette ». D'ailleurs, les mêmes Trump et Bolsonaro ont été d'ardents partisans du traitement à l'hydroxychloroquine prôné par Raoult.



Le président brésilien Jair Bolsonaro se mettant en scène à la télévision en train de prendre de l'hydroxychloroquine.

Des passerelles se mettent aussi en place entre certains courants du mouvement écologiste radical, le complotisme et l'extrême droite. Le mouvement « antivax » (antivaccins), tout comme celui qui rejette la téléphonie 5G, sont issus de cette mouvance écologiste radicale, et se retrouvent aujourd'hui embarqués sur le même bateau

que, les complotistes. Au point que sur un site décroissant, un des auteurs fournit directement les liens Internet vers le mouvement QAnon.

Ces trajectoires ne doivent pas étonner. Des intellectuels de la petite bourgeoisie, qui ont été successivement staliens, maoïstes, mitterrandiens, chiraquiens, écologistes, deviennent aujourd'hui complotistes et regardent vers l'extrême droite, quand ils ne militent pas avec elle comme Onfray, se laissant ainsi porter par le courant réactionnaire qui traverse la société.

À l'inverse, une autre partie de l'intelligentsia du pays s'indigne de la montée du complotisme et écrase de tout son mépris de classe, à longueur de tribunes de presse, de messages sur les réseaux sociaux, de chroniques, les « imbéciles » qui versent dans le complotisme. Ces grands esprits ne se laisseraient pas abuser par de telles bêtises et vilipendent la « stupidité des masses »... Outre que le mépris n'a jamais convaincu personne, il est assez insupportable de voir ces gens distribuer des leçons de morale aux complotistes, alors qu'eux-mêmes croient dans les vertus du capitalisme et de la République bourgeoise et sont prêts à relayer tous les mensonges des politiciens.

PERTE DE REPÈRES ET DÉMORALISATION

Il en va du complotisme comme de toutes les idées réactionnaires : pour comprendre ces phénomènes et essayer de les combattre, il faut distinguer, d'un côté, les forces politiques qui sont à l'œuvre et les diffusent et, de l'autre, les gens qui y adhèrent plus ou moins activement.

Comme la religion, le complotisme est une forme de réponse à la perte de repères, au

désespoir, à l'angoisse, et dans une certaine mesure à la colère que ressentent de plus en plus d'opprimés face au capitalisme. Il répond à un besoin de donner une explication à la catastrophe en cours, dans une situation où les travailleurs ont l'impression d'être ballottés de drame en drame, du terrorisme à la crise sanitaire, des plans de licenciements au dérèglement climatique. Face à ce sentiment d'être une victime impuissante, le complotisme offre l'illusion de comprendre.

Le complotisme prospère sur les ruines du mouvement ouvrier, sur l'absence de réponse cohérente, constructive, susceptible de donner des perspectives aux classes populaires assommées par la violence de la crise.

En mal d'idées et de perspectives, de nombreux travailleurs se tournent donc aujourd'hui vers ceux qui crient le plus fort pour dénoncer, même de façon irrationnelle et réactionnaire, le fonctionnement d'une société injuste et insupportable. Brandir des complots pour tenter de rassembler les opprimés contre un bouc émissaire commun n'a rien d'une nouveauté. Faut-il rappeler que le nazisme a réuni des millions de personnes autour de l'idée d'un complot juif et maçonnique mondial, et que, pour gagner la sympathie des masses, cette idéologie a brandi le drapeau de la dénonciation des riches, voire du socialisme ?

Le milieu des gilets jaunes est particulièrement friand, et propagateur, de ces théories. Des dizaines de milliers de femmes et d'hommes qui se sont mobilisés, pendant des mois entiers, pour aboutir à une impasse, sont logiquement prompts à croire que leur défaite est due à un complot, à des forces plus puissantes qu'eux parce qu'occultes, cachées..., plutôt que de chercher les raisons politiques de cette impasse.

Beaucoup de complotistes,

dans ce milieu comme ailleurs, sont persuadés que leur complotisme est une forme d'anticapitalisme. Le socialiste allemand August Bebel disait à la fin du 19^e siècle que « *l'antisémitisme est le socialisme des imbéciles* ». On pourrait le paraphraser en disant que le complotisme est d'une certaine manière l'anticapitalisme des désespérés. Mais, tout comme l'antisémitisme, il est réactionnaire et lourd de dangers.

CHEVAL DE TROIE DE L'EXTRÊME DROITE

Le complotisme est utilisé comme un cheval de Troie par l'extrême droite pour pénétrer des milieux qui lui étaient fermés jusqu'à présent.

En Allemagne et aux États-Unis, l'implication de militants organisés d'extrême droite dans les réseaux complotistes est manifeste et assumée. C'est également le cas en France. Il n'y a pas besoin de gratter beaucoup le vernis anticapitaliste de nombreux porte-parole de la « complosphère » pour voir poindre l'antisémitisme ou le libertarisme, théorie venue des États-Unis qui prône la prédominance absolue de l'individu sur la collectivité.

Le complotisme, par bien des aspects, répond à la définition que Trotsky donnait du national-socialisme allemand en 1933, en le comparant aux « magasins universels » des campagnes pauvres : « *Que n'y trouve-t-on pas, à des prix et d'une qualité encore plus bas ! Tous les déchets de la pensée politique internationale sont venus remplir le trésor intellectuel [de ce] nouveau messianisme.* »³ On peut en dire autant du complotisme : méli-mélo d'anticapitalisme mal digéré qui se confond souvent avec un antisémitisme assumé ; d'écologie, de décroissance ; de rejet de la science,

du progrès et de la médecine ; d'ésotérisme et parfois de religion. Cet indigeste cocktail ne pourra pas donner aux travailleurs des perspectives sérieuses pour changer la société, mais il donne à beaucoup l'illusion de la radicalité.

Une autre évolution récente est que ce courant complotiste, qui s'est longtemps cantonné à la critique stérile sur Internet, semble aujourd'hui chercher à passer à l'action. Ces dernières années, on pouvait considérer que le complotisme était une théorie qui ne pouvait conduire qu'à la résignation, dans la mesure où elle dénonçait des groupes à la fois occultes et tout-puissants, deux raisons les rendant impossibles à combattre. Il n'en va plus de même à présent : les groupes d'extrême droite qui utilisent le complotisme en Allemagne ont, avant l'invasion du Capitole à Washington, tenté d'envahir le Parlement allemand, à Berlin, en août dernier. On assiste en Europe, ces derniers mois, à des destructions d'antennes de téléphonie mobile, dont certaines

en lien avec la rumeur selon laquelle la 5G serait utilisée pour contrôler les esprits. Et nombre de médecins témoignent dans la presse avoir reçu des menaces de mort pour avoir critiqué la chloroquine ou prôné la vaccination.

Il n'est pas impossible que, dans cette période de délitement, des actions de ce type puissent attirer en particulier des jeunes – et peut-être verra-t-on, dans les semaines à venir, des groupes influencés par les thèses complotistes se livrer à des attaques contre les centres de vaccination.

Aux États-Unis, de tels groupes, dont la propagande est faite d'un mélange de fascisme et de complotisme (ils dénoncent notamment un complot ourdi par les Noirs pour exterminer les Blancs), sont prêts à passer à l'action. Et ils ont commencé à le faire : lors de l'invasion du Capitole défilaient les militants en treillis du Oath Keepers (Gardiens du serment), milice paramilitaire en grande partie composée d'anciens combattants, dont le fer de lance



Pendant une manifestation anti-masques à Berlin, samedi 1^{er} août 2020, un militant drapé dans un drapeau du Reich.

3 Trotsky, *Qu'est-ce que le national-socialisme ?* (1933).

est la lutte contre le « complot socialiste du Nouvel ordre mondial » ; ou les Proud boys, dont l'un des dirigeants paradait récemment à la télévision un fusil-mitrailleur à la main, affublé d'un t-shirt portant l'inscription : « L'arbre de la liberté doit parfois être arrosé avec le sang des communistes. »

COMBATTRE LE COMLOTISME EN CONSTRUISANT UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

Ici, nous ne sommes pas encore confrontés à de tels groupes armés. Mais tous les militants qui défendent les idées communistes ont été, depuis le début de la crise sanitaire, confrontés à des personnes influencées par les idées complotistes.

Il est bien difficile voire impossible de répondre à ces arguments, qui sont en général du domaine de l'irrationnel. Comme les religieux, les complotistes convaincus ont réponse à tout et, de plus, sont convaincus que ceux qui ne croient pas à leurs théories sont eux-mêmes victimes du complot qui leur a lavé le cerveau.

Croire que les capitalistes ont créé le Covid-19, alors que l'épidémie a pour conséquence de mettre à bas des branches entières de l'économie, dont des secteurs aussi majeurs que l'industrie aéronautique, le transport aérien et le tourisme, est absurde. De même qu'il est absurde de prêter aux capitalistes une sorte de pouvoir absolu de tout contrôler, alors que la caractéristique principale de ce système économique est son absence de planification et son incapacité à se contrôler lui-même.

Mais multiplier les arguments rationnels ne permet pas de convaincre les tenants du complotisme, sauf parfois à titre individuel. Les nombreux journalistes et chercheurs

qui font de la pédagogie pour contrer les théories du complot sont certainement animés de bonnes intentions, mais mènent un combat vain : on ne combat pas un phénomène social, un courant politique qui déferle, avec des arguments dans les journaux ou sur Internet. Et les innombrables articles procédant à un démontage minutieux des arguments du film *Hold up* n'ont pas eu, loin de là, la même influence que le film.

Nous ne sommes pas des idéalistes ni des adeptes de la philosophie des Lumières, ces philosophes qui pensaient au 18^e siècle que la raison allait illuminer le monde. Le succès que rencontrent des courants d'idées à une base matérielle, sociale, économique. Les idées qui font hélas florès, racisme, protectionnisme, intégrisme religieux, rejet des « assistés », complotisme, sont le signe du recul de la conscience ouvrière, fruit de l'aggravation de la crise et de l'absence d'un parti véritablement communiste influent. Face à la montée de ces différents courants, il faut militer pour renforcer la conscience de classe, défendre inlassablement nos idées, convaincre des travailleurs, des jeunes, de la nécessité du renversement de la bourgeoisie. Et construire un parti communiste révolutionnaire qui serait à même d'attirer et de donner des perspectives à ceux des opprimés que la société révolte. Les idées complotistes sont aussi incompatibles avec le communisme que le sont la religion ou le racisme.

Mais si des bouleversements sociaux ont lieu à l'avenir, ils entraîneront aussi tous ceux qui, aujourd'hui, se laissent convaincre par les sornettes complotistes. Comme tous les autres préjugés, celles-ci ne disparaîtront réellement que quand l'humanité sera passée à un autre stade de son histoire. Ce n'est que lorsque les masses

ne se sentiront plus le jouet de forces qui les dépassent, parce qu'elles seront elles-mêmes au pouvoir, que ces préjugés pourront réellement disparaître.

Combien d'ouvriers et de paysans russes, en 1917 et dans les années qui ont suivi, étaient pétris de préjugés antisémites ? Combien de travailleurs participent à de grandes grèves malgré leurs préjugés, racistes, religieux ou complotistes ? C'est à travers des combats communs, surtout lorsqu'ils sont victorieux, que les préjugés tombent, et que les militants qui les combattent peuvent gagner de l'influence.

Il faut certes, dès aujourd'hui, militer contre ces théories : tout militant communiste essaye de dissiper le brouillard dans les têtes, d'enseigner aux travailleurs, comme disait le syndicaliste révolutionnaire Fernand Pelloutier, « la science de notre malheur ». Cela veut dire chercher à convaincre que les solutions sont, non dans les fantasmes complotistes, mais dans le marxisme, c'est-à-dire la compréhension profonde des rouages du système et la perspective d'une émancipation collective par la révolution sociale.

Et peut-être est-il possible de prendre aujourd'hui appui sur la méfiance, sur la haine profonde que suscite aujourd'hui l'État chez de nombreux travailleurs, pour les convaincre de nos idées et les aider à y voir clair entre balivernes complotistes et idées révolutionnaires.

La montée de ces idées, l'influence qu'elles gagnent dans les milieux populaires, tout comme les événements qui se sont déroulés aux États-Unis ces dernières semaines, sont un avertissement. Dans cette situation, il est stérile de se désespérer : il est plus que jamais indispensable de militer pour reconstruire un parti communiste révolutionnaire.

25 janvier 2021



Le gouvernement Modi, la crise et le Covid

Le texte ci-dessous est adapté d'un article de la revue *Class Struggle* (n° 111, hiver 2020), éditée par le groupe trotskyste britannique Workers' Fight.

Le 29 novembre 2020, lorsque cet article était mis sous presse, l'Inde enregistrait près de 10 millions de cas de Covid-19, juste derrière les États-Unis, où le nombre de personnes contaminées est le plus important au monde. Pour ce qui est du nombre de victimes, l'Inde arrivait en troisième position (avec 136 696 morts), derrière les États-Unis et le Brésil¹. Et les chiffres augmentent rapidement : le 12 novembre 2020, la moitié des nouveaux cas enregistrés en Asie l'étaient en Inde. Cependant, le dépistage y demeure l'un des plus bas au monde. De fait, des enquêtes récentes sur les analyses sérologiques indiquaient que pour chaque cas de contamination identifié, entre 80 et 130 cas passaient sous les radars.

Cela dit, si on s'en tient aux chiffres officiels, l'Inde présente l'un des taux de mortalité les plus faibles au monde, à savoir 10,07 pour 100 000 habitants, valeur très basse par rapport aux 86,7 du Royaume-Uni et aux 80,95 des États-Unis. Mais là, encore, il s'agit d'une sous-estimation. En Inde, la cause du décès n'est précisée officiellement que dans 22 % des cas. De plus, aucun des États qui constituent l'Inde n'enregistre les décès dont la cause

présumée est le Covid-19. Le virus s'est dernièrement propagé aux zones rurales, lesquelles manquent pour ainsi dire totalement des infrastructures sanitaires minimales qui existent dans les villes, ce qui accroît la sous-estimation.

Les travailleurs de la san-

té, qui continuent de travailler trop longtemps et d'avoir la charge d'un trop grand nombre de patients, ont été les premiers sur le front. Mais il est impossible de connaître l'impact de la crise sur eux, car l'État central ne tient même pas de registre de leurs décès. Qui plus est, l'infrastructure sanitaire tout



1 Au 14 janvier 2021, le nombre des victimes avait dépassé les 150 000.

à fait inadaptée et largement privatisée demeure incapable de faire face à la pandémie. Des patients ayant contracté le Covid-19 sont décédés dans des hôpitaux faute d'avoir été oxygénés. Bien entendu, les riches peuvent s'offrir une hospitalisation en section privée, à des prix astronomiques, et avoir ainsi accès à des respirateurs.

En fait, la part des dépenses de santé dans le PIB de l'Inde dépasse à peine 1 %, soit l'un des niveaux les plus bas au monde. Avant la pandémie, le pays manquait de 600 000 médecins et de deux millions d'infirmières. Autrement dit, les patients qui avaient la chance d'être hospitalisés ne recevaient déjà que des soins limités.

La première réponse du gouvernement Modi à la pandémie, lorsque le nombre de cas atteignit 500, fut de décider un confinement à l'échelle du pays. Non seulement cette mesure eut des effets catastrophiques sur la vie de millions de travailleurs [...] mais elle entraîna une augmentation des taux de contamination qui s'est poursuivie lorsque les restrictions furent progressivement levées. Fin novembre, les contaminations s'accéléraient de nouveau dans de nombreuses parties du pays, dont la capitale New Delhi².

L'EXCEPTION DU KERALA

Le Kerala a été le seul État de l'Inde qui soit parvenu à maîtriser la pandémie. Sur une population de 36 millions d'habitants, il n'avait eu à déplorer au 24 novembre que 2 071 morts du Covid. Le taux de mortalité des personnes testées positives s'inscrivait à 0,35 % en octobre, soit l'un des plus bas du pays.

Ces chiffres ne s'expliquent pas par le fait que le Kerala est plus riche que les autres États de l'Union indienne. C'est



Au Kerala, au sud-ouest de l'Inde, un centre de soins familial à Chemmaruthy, dans le district de Thiruvananthapuram.

même le contraire : son revenu par habitant est inférieur à la moyenne nationale. De plus, il fait partie des premiers États à avoir été exposés au virus, et ce de manière disproportionnée, du fait du retour au Kerala d'un demi-million d'étudiants et de travailleurs migrants majoritairement revenus de pays du Golfe et d'autres régions de l'Inde (quelque 17 % de la population active kéralaise travaille en dehors de cet État). Enfin, il présente une proportion relativement élevée de personnes âgées, lesquelles ont d'autres affections, et une densité de population plus élevée que les États voisins – dont certains ont enregistré plus de cinq fois plus de décès.

Mais ce qui caractérise surtout le Kerala, c'est qu'il peut se targuer de posséder le système de santé le plus robuste du pays, avec un réseau étendu de centres de soins et de travailleurs de la santé dans la plupart des villes et des villages. Les responsables de la santé publique ont tiré les leçons de la propagation du virus Nipah en 2018, qu'ils étaient également parvenus à maîtriser efficacement. Face au Covid, le système de santé a été préparé : des directives ont été élaborées en janvier, soit avant même que la pandémie ne frappe le pays. Un système efficace de centres de soins pour les patients Co-

vid a été mis en place sur tout le territoire de l'État, comprenant des structures institutionnelles destinées aux mises en quarantaine et un dispositif efficace de traçage des contacts. L'État du Kerala a aussi réussi à mobiliser localement une armée de travailleurs de la santé volontaires et à les intégrer dans les effectifs et les réseaux des programmes de santé locaux. Il a également mis en place 15 541 camps d'accueil et refuges pour travailleurs migrants, soit plus de la moitié des 22 567 camps mis en place dans le reste du pays.

La principale raison qui explique tout cela, c'est sans doute que depuis plus d'un demi-siècle, les exécutifs locaux et le gouvernement du Kerala ont mis en œuvre des politiques visant à améliorer la condition des pauvres, largement sous l'influence du Parti communiste d'Inde (Communist Party of India, CPI) et du Parti communiste d'Inde (marxiste) (CPI (M)). Ce sont également ces partis qui ont augmenté les salaires des travailleurs, ont accompli une réforme agraire et ont porté l'alphabétisation à un taux supérieur à 90 %, le plus élevé en Inde. Tout cela a favorisé à la fois la santé et la nutrition de la population, la mise en place de réseaux d'aide sociale plus forts qu'ailleurs en Inde et une meilleure compré-

2 New Delhi, la capitale, fait partie de la mégapole de Delhi.

hension, et par conséquent un meilleur respect des consignes données par le gouvernement (ce dernier point est aussi lié à la présence au Kerala d'un puissant mouvement associatif populaire de diffusion du savoir scientifique qui est associé au PC). Bien sûr, ce n'est pas ce qu'écrivirent des publications comme l'hebdomadaire patronal britannique *The Economist*, qui s'émerveilla en avril de la manière dont le Kerala avait maîtrisé le Covid. Mais cela montre bien qu'un réseau de soins primaires fonctionnant bien au niveau local est le principal élément nécessaire pour contrer une pandémie.

LE CONFINEMENT NATIONAL ET LA CLASSE OUVRIÈRE

L'annonce soudaine par Modi, le 24 mars 2020, d'un confinement national total, sans aucune préparation, a entraîné un chaos généralisé et a eu des conséquences catastrophiques pour la classe ouvrière. Ce confinement a été mis en place en quatre heures et a donné lieu, fait sans précédent, à la fermeture totale de la société des chemins de fer indiens. Les entreprises en profitèrent pour ne pas payer les salaires pendant trois mois. Des travailleurs se retrouvaient soudain sans argent pour payer le loyer, la nourriture ou les médicaments. Contrairement à ce qui s'est passé dans les pays riches d'Europe, il n'y eut pas de programmes de chômage partiel. Les travailleurs les plus durement touchés furent les travailleurs migrants (plus de 100 millions), qui furent confinés dans des zones industrielles et urbaines sans moyens pour survivre, à des centaines de kilomètres de leurs villages. Ils tentèrent de rentrer chez eux par tous les moyens. D'après les chiffres du gouvernement, ils

furent plus de 10 millions à retourner dans leur village entre mars et mai, soit presque autant que lors des déplacements de populations entraînés par la partition de l'Inde en 1947.

Les gares routières et ferroviaires de villes comme Delhi ou Bombay virent des centaines de milliers de travailleurs se ruer sur le dernier car ou le dernier train pour rentrer chez eux. Ces situations, créant de véritables incubateurs pour le virus, furent répétées à chaque fois que le confinement fut étendu. Une fois que les transports publics cessèrent de fonctionner, les travailleurs risquèrent leur vie pour rentrer chez eux, à pied, à vélo ou en autostop pour parcourir des centaines de kilomètres sous la chaleur de l'été. Comme ce groupe de 18 travailleurs qui embarquèrent dans un camion-malaxeur et se cachèrent dans la bétonnière pour se rendre de Bombay en Uttar Pradesh. Ou encore ces 15 travailleurs sidérurgistes qui furent écrasés par un train près de la ville d'Aurangabad, alors qu'ils se reposaient après avoir marché le long des voies pour éviter de se faire harceler par la police sur les autoroutes. Les conditions dans lesquelles ces déplacements eurent lieu étaient telles que l'on estime qu'il y eut un millier de morts.

Dès le premier jour, les patrons redoutèrent les déplacements de travailleurs et la pénurie de main-d'œuvre à laquelle ils seraient confrontés lorsque les usines rouvriraient. À Manesar, zone industrielle située près de Delhi surnommée la Detroit de l'Inde du fait de sa concentration en usines de l'industrie automobile, la Central Industrial Security Force (CISF), force de police créée par l'État central pour protéger les sites industriels, arrêta tous les travailleurs qui portaient un sac à dos sous le prétexte que cela pouvait in-

diquer qu'ils envisageaient de retourner dans leurs villages! Dans de nombreux endroits, la police ordonna à des travailleurs qui retournaient à pied vers leurs villages d'origine de monter dans des bus qui les y conduiraient... et qui les ramenèrent vers les zones industrielles qu'ils avaient quittées! Parfois, la police fit usage de la violence pour contraindre les travailleurs à revenir sur leurs pas. La Confederation of Indian Industry, qui fédère le patronat indien, exigea même que la loi contraigne les travailleurs à retourner à leur poste.

La colère des travailleurs face à ces mesures explosa dans les rues de nombreuses régions industrielles du pays, notamment du 2 au 4 mai, juste après que Modi eut annoncé à la télévision que le confinement serait prolongé. Dans la ville de Surat, située dans l'État du Gujarat, des milliers de travailleurs se rassemblèrent pour exiger d'être ramenés chez eux et de ne pas être contraints de reprendre le travail. Des travailleurs du textile et de l'industrie du diamant brisèrent des vitres, renversèrent des voitures en stationnement, saccagèrent des Bourses au diamant et s'en prirent à la police. De nombreux mouvements de protestation plus modestes éclatèrent à Chennai³: les travailleurs du bâtiment descendirent dans la rue pour revendiquer que le gouvernement organise leur retour chez eux. Au Rajasthan, 2 500 travailleurs d'une cimenterie lancèrent des pierres sur les policiers et s'en prirent à l'usine. Des protestations eurent lieu dans des villes, des communes et des zones industrielles de 21 des 36 États fédérés et territoires de l'Union, des villes de Bangalore et d'Hyderabad au territoire de Delhi et à l'État de Jammu, en passant par l'État du Madhya Pradesh.

3 Capitale du Tamil Nadu, anciennement Madras.

Ce furent ces démonstrations qui contraignirent le gouvernement central et les gouvernements des États à mettre en place des trains spéciaux pour rapatrier les travailleurs dans leur région d'origine. Mais même sur ce point, la bourgeoisie tenta d'intervenir. Ainsi, après s'être entretenu avec les représentants de la confédération nationale des associations de promoteurs immobiliers, le premier ministre de l'État du Karnataka supprima dix de ces trains ! Les conditions de transport dans les trains qui circulèrent effectivement furent épouvantables : le gouvernement lui-même admit que 97 personnes y décédèrent, du fait que ni nourriture ni eau n'étaient disponibles alors que les voyages étaient très longs. Et surtout du fait que les trains de marchandises, qui étaient plus intéressants pour le patronat, avaient la priorité sur les voies.

Mais bien évidemment, les travailleurs qui parvinrent à rejoindre leur village n'avaient pas pour autant une solution durable : ils n'avaient plus d'activité rémunérée et il leur était difficile de bénéficier d'allocations. L'unique système existant était celui mis en place par la loi de 2008 sur la garantie de l'emploi dans les zones rurales (National Rural Employment Guarantee Act, NREGA), laquelle garantit 100 jours de travail par an rémunérés au salaire minimum, soit 200 roupies (environ 2,25 euros) par jour. D'après les chiffres officiels, le nombre de travailleurs enregistrés sous ce régime augmenta de plus de 150 % dans un grand nombre d'États depuis le confinement, et pas moins de 15 millions de travailleurs virent leur demande d'assujettissement d'accès à ce régime refusée. Après la fin du confinement, le 1^{er} juin, les travailleurs ont commencé à retourner dans les grandes villes, mais la contraction de l'économie, qui a été sans précédent (moins

23,9 % entre avril et juin 2020), signifie qu'il est difficile de retrouver un emploi. Beaucoup d'entreprises ont licencié les travailleurs en leur absence, et nombreux sont ceux qui découvrent à présent qu'ils n'ont plus d'emploi.

Pendant, la situation de ceux qui étaient restés dans les villes et reprirent le travail quand les usines rouvrirent n'était guère meilleure. En août, la pression à redémarrer la production sans prendre les mesures de sécurité nécessaires avait déjà entraîné officiellement plus de 30 accidents du travail mortels, faisant plus de 75 morts et plus de 100 blessés.

Le gouvernement préfère ne pas communiquer de données sur la propagation du virus dans les zones industrielles, mais celles-ci sont d'importants foyers de contamination. Durant le confinement, il décida que les transports, l'extraction minière et la métallurgie étaient essentiels, et des milliers de travailleurs se retrouvèrent rassemblés dans ces branches. Certaines compagnies minières allèrent jusqu'à menacer leurs travailleurs de licenciement s'ils ne se présentaient pas sur le lieu de travail. Mais même après la fin du confinement, des cas se sont déclarés notamment dans les entreprises Maruti, Bosch et Oppo, que les patrons ont délibérément ignorés pour ne pas compromettre leurs profits. Ainsi, le 26 juin, Bajaj, entreprise de 8 000 travailleurs qui fabriquent des motos dans l'État du Maharashtra, à l'ouest du pays, avait enregistré 140 contaminations et deux décès. Au lieu d'arrêter la production pour freiner la propagation du virus, la direction envoya un courrier aux travailleurs qui restaient chez eux pour se protéger, les menaçant de ne plus leur verser de salaire. Comme on pouvait s'y attendre, en une dizaine de jours, le nombre de contaminations

passa à plus de 250, et le nombre de morts du Covid à 5. Des horaires de travail à rallonge, qui sont devenus la norme ces derniers mois, ont aussi exacerbé deux facteurs qui favorisent la diffusion du virus : la fatigue et la durée d'exposition à d'autres personnes qui peuvent avoir contracté la maladie.

MODI AU SERVICE DES CAPITALISTES

Le ralentissement économique mondial entraîné par la pandémie de Covid-19 s'est révélé désastreux pour l'Inde. En 2010, il était déjà évident qu'une décennie marquée par une croissance annuelle moyenne de plus de 8 % se terminait, et le rythme de la croissance n'a cessé de ralentir depuis. Après la crise financière mondiale de 2007-2008, l'investissement a reculé continûment. En 2019, l'économie était officiellement en récession. Malgré des programmes d'aide et la baisse de l'impôt sur les sociétés de 30 % à 22 %, des suppressions d'emplois ont été enregistrées au second semestre dans le textile, la métallurgie, le cuir et l'industrie automobile. Dans cette seule dernière branche, les suppressions se sont chiffrées à plus de 350 000 emplois. Lorsqu'il devint évident que l'économie allait ralentir encore davantage du fait de la pandémie, Modi tenta de faire de l'Inde une destination aussi attractive que possible pour les capitaux étrangers. Le 12 mai, après un peu plus d'un mois de confinement, il annonça lors d'une allocution télévisée l'adoption de son programme Atmanirbhar bharat, pour une « Inde indépendante ». Mais cette démagogie nationaliste n'est qu'une tentative de détourner l'attention des courbettes qu'il fait au capital indien et étranger.

[...] Modi espère en effet attirer les investissements étrangers qui s'orienteraient nor-

malement vers la Chine [...], avec l'entrée en vigueur en septembre 2020 de trois nouveaux Codes du travail qui rendraient l'Inde plus attrayante [...]. Cette politique a produit quelques résultats. Foxconn, qui assemble les iPhones d'Apple, a déplacé certains de ses sites vers l'Inde, et en juillet, Samsung a ouvert la plus grande usine de smartphones au monde aux portes de Delhi. [...] Cette politique a accru les tensions sino-indiennes, y compris sur le plan militaire. [...]

Modi tente également d'accélérer la privatisation des entreprises nationalisées et la suppression du contrôle de l'État sur le marché intérieur, afin d'ouvrir davantage l'économie indienne aux multinationales. La privatisation n'est pas un phénomène nouveau: elle faisait partie des politiques mises en œuvre au début des années 1990 par le Parti du Congrès et a été poursuivie par tous les gouvernements depuis. Cependant, ces derniers mois, le processus a été accéléré. Le gouvernement a annoncé qu'il allait revendre les parts détenues par l'État notamment dans les chemins de fer, les banques, les mines, la défense, les compagnies aériennes, le pétrole, les chantiers navals, la logistique, les réseaux de distribution d'électricité et

les assurances vie. Le contrôle de l'État sur le marché agricole a été assoupli pour y permettre l'entrée de grands groupes de l'agroalimentaire. Dans des secteurs comme la défense et l'agriculture, la part des investissements directs étrangers autorisés a été accrue.

Ce type de politique a bien évidemment des conséquences directes pour des centaines de milliers de travailleurs du secteur public. Dans les chemins de fer, par exemple, la privatisation a d'abord été proposée sous le gouvernement de Narsimha Rao dirigé par le Congrès en 1995. Elle est ensuite restée dans les programmes de gouvernement tant du Congrès que du BJP. La société des chemins de fer indiens est une entreprise gigantesque et hautement intégrée, avec plus de 1,2 million de travailleurs, à peu près autant de retraités, et transporte 8,4 milliards de passagers par an! Manifestement, aucune entreprise privée unique, pas même un regroupement d'entreprises n'est en mesure de racheter l'intégralité de la société. C'est pourquoi le gouvernement fragmente celle-ci en unités responsables des zones, des voies, du matériel roulant, de la maintenance, de la production, etc., afin de vendre séparément chacune de ces unités. En sep-

tembre 2020, Modi a mis en vente plus de 150 trains qui circulent sur 109 lignes rentables avec des concessions de 35 ans. Bombardier, Alstom, Siemens, NIIF, GMR et ISquared Capital, entre autres, sont en train de préparer leurs offres.

La privatisation des chemins de fer est désastreuse pour les travailleurs: l'autorité de tutelle, le State Railway Board, a annoncé en 2019 son intention de réduire la masse salariale de 10 % en trois ans, tout en abaissant les effectifs de 50 % et en s'attaquant aux droits des 50 000 syndicalistes cheminots. Lorsque les cheminots partent à la retraite, ils ne sont plus remplacés, et en septembre 2019, il y avait déjà 300 000 postes non pourvus. Les départs sont remplacés par des intérimaires. Plusieurs centaines de milliers de travailleurs temporaires sont d'ores et déjà employés dans les chemins de fer, à des conditions fortement dégradées.

Cette situation se répercute manifestement aussi sur les passagers: le prix des billets dans les trains privés est plus élevé, 1 050 gares vont intégrer dans le prix du billet des « taxes appliquées aux usagers », rendant le train encore plus inaccessible pour les pauvres. Tandis que les trains privés et les trains de marchandises ont la priorité sur les voies, 500 lignes considérées comme non rentables, traversant les régions les plus pauvres du pays, vont être supprimées. Les hôpitaux publics, écoles et logements actuellement destinés aux cheminots, de même que les terrains détenus par les chemins de fer, sur lesquels se développe un important habitat informel, doivent être vendus. En septembre, en plein milieu de la pandémie, 45 000 personnes étaient sous la menace de se faire expulser des parcelles qu'elles occupaient sur des terrains des chemins de fer de Delhi, dans l'attente d'une

ASSOCIATED PRESS



En septembre 2014 déjà, Modi en campagne pour attirer les capitaux étrangers, avec son slogan « Make in India » (fabriquer en Inde).

décision de justice.

En plus de ces attaques en règle contre les travailleurs du secteur public, très nombreux sont ceux du secteur privé qui ont perdu leur emploi, ce qui a fortement aggravé le chômage qui avait déjà atteint des sommets inédits avant la crise du Covid. Les vingt millions d'emplois que Modi avait promis de créer lors de la campagne électorale de 2014 ne se sont bien sûr jamais matérialisés... au contraire : dès 2017-2018, le taux de chômage s'inscrivait à un pic jamais atteint depuis 45 ans. Entre août 2019 et août 2020, 21 millions de travailleurs salariés et 11 millions de journaliers perdirent leur emploi. Mais ces chiffres cachent un chômage bien plus profond si l'on tient compte des chômeurs de longue durée et de ceux qui ont abandonné tout espoir de retrouver un emploi ; dans les trois premières semaines de septembre, le centre d'étude de l'économie indienne (Centre for Monitoring Indian Economy, CMIE) indiquait que seuls 37,9 % de la population active avaient effectivement un emploi.

NOUVELLES LOIS SUR LE TRAVAIL ET LOIS AGRAIRES

Modi cherche à démontrer aux capitalistes son utilité en prenant des mesures destinées à contrer les effets actuels de la crise mondiale sur leurs profits. Ces mesures ont eu une conséquence essentielle : des attaques sur les quelques protections dont bénéficient encore les travailleurs dans les centres industriels et dans les campagnes. Modi a poursuivi en cela le travail commencé par les gouvernements dirigés par le Congrès avant lui. Et il a redoublé d'efforts en la matière depuis la pandémie.

En mai, après à peine un

mois de confinement, un certain nombre de gouvernements régionaux commencèrent à modifier leur Code du travail pour attirer les investissements et faciliter les affaires. Que la région fût dirigée par le BJP, par le Congrès ou par des alliés régionaux de l'un de ces partis ne changeait rien : tous invoquaient le fait qu'en matière de travail, les États fédérés peuvent également légiférer afin d'être plus compétitifs pour attirer les investissements. Du point de vue des droits légaux des travailleurs, cela signifiait un nivellement par le bas.

Ainsi, le gouvernement de l'État d'Uttar Pradesh suspendit toutes les lois sur le travail sauf trois d'entre elles pour une période de trois ans. Celui du Madhya Pradesh exempta les nouvelles entreprises pour les 1 000 premiers jours d'activité et celles employant moins de 40 personnes de la plupart des obligations découlant des lois sur le travail. D'autres ordonnances accrurent le temps de travail. Début avril, le gouvernement de l'État du Gujarat fit passer le temps de travail quotidien de 8 à 12 heures, six jours par semaine, pour une période de trois mois. Ce fut la première fois en près d'un siècle, soit depuis l'adoption de la loi sur les usines en 1922, que les patrons eurent la possibilité légale d'imposer une semaine de 72 heures. Les États du Rajasthan et du Pendjab, dirigés par le Congrès, le Maharashtra, dirigé par Shiv Sena⁴, et l'Himachal Pradesh et le Madhya Pradesh, dirigés par le BJP, firent de même. Les plafonds d'heures supplémentaires furent également relevés : le gouvernement du Maharashtra releva ainsi ce plafond de 75 à 115 heures supplémentaires par trimestre, et celui du Karnataka, à 125 heures.

Puis, en septembre, le gouvernement central fit adopter

par le Parlement la « simplification » et le regroupement en quatre Codes des 29 lois sur le travail, portant sur les syndicats, le contrat de travail, la sécurité sociale, la santé et la sécurité, dont certaines étaient en vigueur depuis les années 1940. Ce faisant, il intégra dans la loi nationale de nombreux changements déjà mis en œuvre dans les États de l'Union. Certains valent la peine d'être mentionnés. Ainsi, les restrictions au droit de grève s'appliquaient jusque-là exclusivement aux travailleurs des « services essentiels ». Elles sont désormais étendues à tous les travailleurs : avant toute grève, ils doivent donner un préavis de 14 jours, et ce préavis doit être soumis à l'employeur et autorisé par lui. Une grève illégale peut entraîner des amendes élevées pour les travailleurs et l'annulation de l'enregistrement d'un syndicat. Les entreprises peuvent désormais employer des travailleurs en contrats à durée déterminée renouvelables à l'infini sans avoir à leur proposer une embauche. Pis, les embauchés peuvent voir leurs contrats convertis en CDD selon le bon vouloir du patron.

Enfin, le nouveau code ne rend obligatoire l'établissement d'un contrat écrit que pour les entreprises de plus de 300 salariés (jusque-là, le seuil était de 100 salariés). Les États de l'Union sont en outre habilités à relever encore ce seuil. Les entreprises de moins de 300 salariés n'auront plus, non plus, à demander l'autorisation du gouvernement pour fermer un site ou licencier des travailleurs. Cette loi prive d'un contrat 90 % des travailleurs d'usine.

Les lois sur le travail n'étaient bien sûr réellement appliquées jusque-là que dans les entreprises nationalisées et les grandes entreprises, et avec de nombreuses exceptions, no-

4 Parti nationaliste hindou fascisant, qui a été allié du BJP de 1989 à 2018.

tamment pour les travailleurs temporaires ou occasionnels. Par de nombreux aspects, la réalité de l'exploitation sur le terrain est bien pire que ce que les nouvelles lois permettent: les patrons ont l'habitude d'ignorer la loi depuis longtemps. En dernière analyse, les protections légales dont les travailleurs ont pu bénéficier ont toujours dépendu du rapport de force qu'ils ont imposé au patronat. Dans ce contexte, ces changements de la législation sur le travail sont d'abord un feu vert donné par Modi aux patrons: si ceux-ci serrent la vis aux travailleurs au-delà des limites légales de l'exploitation... le gouvernement s'empressera d'adapter la loi pour qu'elle reflète cette situation! Pour autant, les patrons n'ont pas encore osé mettre en œuvre dans leurs usines beaucoup des changements apportés par les lois sur le travail. Ils savent que s'ils essaient d'utiliser la nouvelle législation pour déplacer le curseur à leur avantage, ils devront faire face à une lutte.

Les paysans ont également été attaqués. Trois nouvelles lois agraires suppriment le système Mandi, en vigueur depuis 1966, qui garantissait des prix minimaux pour 23 types de cultures, restreignait les importations à bas prix, protégeait les marchés locaux et interdisait le stockage. Ce système a protégé une part importante des paysans des fluctuations de prix tant sur le marché mondial que sur le marché national et il a également permis de maintenir les aliments à des prix accessibles. Les nouvelles lois de Modi suppriment toutes ces protections, permettant aux grands groupes privés de prendre pleinement le contrôle du marché. Des agents privés auront la possibilité d'acheter directement leur récolte aux paysans et de la revendre n'importe où dans le pays au prix qu'ils auront négocié. Et cette



Le 30 novembre 2020, à Singhu Border, aux abords de Delhi. Sur les pancartes de ces paysans en colère : « Nous sommes des fermiers, pas des terroristes », « Honte aux médias nationaux qui sont contre nous ».

libéralisation se produit dans un contexte où l'Inde importe déjà des États-Unis un nombre croissant de produits agricoles, dans le cadre de l'accord commercial conclu entre Trump et Modi début 2020. Il en a découlé une chute des prix de certains produits sur les marchés intérieurs.

LE DÉBUT D'UNE RIPOSTE ?

Ni dans l'industrie ni dans l'agriculture, les travailleurs ne sont restés l'arme au pied. Fin septembre, les paysans d'Inde, conduits par 350 de leurs organisations, organisèrent des protestations de grande ampleur. Dans les États du nord majoritairement agricoles du Pendjab et du Haryana, les manifestants bloquèrent les autoroutes nationales et les lignes de chemins de fer, et ils brûlèrent des portraits de ministres. Des villages entiers, y compris les femmes et les enfants, participèrent à ce mouvement. Dans les États du Maharashtra, du Madhya Pradesh, du Tamil Nadu et du Karnataka, les paysans furent très nombreux à manifester. Ils furent rejoints par les syndicats et des groupes d'intouchables et de femmes. Le 5 novembre, à nouveau, ils furent un million à manifester, bloquer les autoroutes et organiser des rassemblements. Cette mobilisation

força les syndicats paysans, dont certains, comme la Bharatiya Kisan Union (syndicats des paysans indiens), étaient dominés par des paysans riches, à se positionner sans ambiguïté contre le gouvernement. Au fur et à mesure que l'agitation s'accroissait, le Shiromani Akali Dal, qui faisait partie de l'alliance gouvernementale de Modi au Pendjab, et tous ses membres dans le gouvernement de Modi démissionnèrent. Craignant les conséquences, le gouvernement de Modi avait peu de marge de manœuvre.

Et ce n'était pas fini. Le 27 novembre, des dizaines de milliers de paysans du Pendjab, du Haryana, du Rajasthan, de l'Uttar Pradesh et du Madhya Pradesh convergèrent vers Delhi. Ils avaient apporté de la nourriture et des couvertures, et étaient déterminés à camper dans la ville jusqu'au retrait des nouvelles lois agraires. Sur leur chemin, la police et différents organes de répression de l'État (la Central Reserve Police Force, la Rapid Action Force, etc.) tentèrent de les stopper à l'aide de gaz lacrymogènes et de canons à eau. Mais ils réussirent à briser les barrages qui avaient été érigés contre eux et à l'heure où cet article est imprimé, ils sont entrés dans Delhi.

Bien entendu, ce sera la riposte de la classe ouvrière qui sera décisive contre Modi et ses

attaques. Quelle a été la réaction des organisations traditionnelles de la classe ouvrière à ce jour?

Comme ailleurs dans le monde, les dirigeants des syndicats indiens ont montré depuis de nombreuses décennies qu'ils sont les alliés consentants de la bourgeoisie, et qu'ils veulent davantage contrôler l'énergie militante des travailleurs qu'organiser cette énergie pour que la classe ouvrière lutte pour ses propres intérêts.

Cela dit, les directions des partis communistes et du Parti du Congrès se sentent de temps en temps obligées de justifier leur existence en appelant à des grèves générales et à des manifestations dans les grandes villes. Mais cette année, étant donné la profondeur de la colère dans le monde du travail face à l'immense détérioration des conditions de vie du fait de la crise du coronavirus, elles se sont senties obligées de faire plus que leurs simagrées habituelles.

Pour montrer leur opposition aux plans de privatisation du gouvernement, elles ont appelé fin juin les travailleurs des secteurs nationalisés à se mobiliser. Du 2 au 4 juillet, malgré le déploiement de forces pour les intimider et protéger les briseurs de grève, pas moins de 550 000 mineurs et travailleurs

du secteur des transports dans neuf régions du pays se sont mis en grève, protestant contre la privatisation des charbonnages et revendiquant des hausses de salaire.

Le 26 novembre, ces confédérations syndicales ont appelé à une grève générale dans tout le pays, en coordonnant cet appel avec l'action des organisations de paysans auxquelles elles sont liées. Malgré l'arrestation de plusieurs militants syndicaux la veille de la grève (malgré l'interdiction de cette grève dans certains États en vertu des dispositions de la section 144, qui interdisent les rassemblements publics de plus de cinq personnes), le jour dit, des millions de travailleurs se mirent en grève dans les raffineries de pétrole, les exécutifs et les municipalités, la métallurgie, les transports de personnes, les mines, les télécommunications, les banques et les assurances, l'électronique, la défense, le BTP, les chantiers navals, les ports et les hôpitaux. Dans certains endroits, les syndicats organisèrent des défilés et des manifestations. La grève fut particulièrement suivie au Kerala, au Tamil Nadu et au Bengale, où certaines parties de l'État étaient à l'arrêt toute la journée. Il y eut des affrontements avec la police. En Assam, les travailleurs des plantations de thé brûlèrent le portrait de

Modi. De fait, la colère et la combativité de la jeune classe ouvrière indienne étaient bien visibles pour tous.

Il est utile de mentionner une autre grève organisée à partir du 9 novembre dans l'industrie automobile, dans une section de la classe ouvrière qui n'était pas appelée à se mobiliser par les syndicats le 26 novembre. Excédés par le licenciement de 500 travailleurs en CDD durant le confinement, par l'accélération des chaînes de montage et le harcèlement subi par un représentant syndical, 1 200 travailleurs occupèrent l'usine Toyota-Kirloskar située aux abords de la ville de Bengaluru, dans l'État du Karnataka, au sud du pays. Les patrons déclarèrent que la grève était illégale et que les travailleurs compromettaient les directives Covid-19 en se rassemblant. Craignant que le mouvement ne fasse tache d'huile, l'entreprise lockouta les 6 500 travailleurs de ses deux sites. En quelques jours, le nombre de grévistes atteignit 3 500. Malgré la suspension de 39 autres responsables syndicaux et les injonctions adressées par le gouvernement régional aux travailleurs de reprendre la production, la grève se poursuivait vingt jours après avoir commencé.

Ces dernières semaines, il y a eu des grèves et des occupations d'usines dans le textile, la chaussure et la sous-traitance de l'industrie automobile, contre les tentatives des patrons de faire des économies et de réduire les salaires sous le prétexte de la crise du Covid. Nous ne pouvons qu'espérer que la grève organisée à Toyota-Kirloskar et ces autres mobilisations, y compris les protestations très déterminées et qui se poursuivent des paysans et travailleurs agricoles, sont les signes des nécessaires luttes à venir.



En banlieue de Bangalore, au sud de l'Inde, le 11 novembre 2020 : un sit-in à l'usine Toyota-Kirloskar.

27 novembre 2020



Australie: un impérialisme de second rang aux avant-postes contre la Chine

Appendice durant des décennies de la domination britannique dans le Pacifique sud et en Asie, l'Australie est devenue à la faveur de la Deuxième Guerre mondiale puis de la guerre froide une tête de pont, au sens figuré comme militaire du terme, de l'impérialisme américain, en Océanie. Au-delà de sa propre zone d'influence, elle a soutenu et participé à toutes ses sales guerres, du Vietnam à l'Afghanistan en passant par le Moyen-Orient. Devenue une puissance économique à part entière, elle tient aujourd'hui une place grandissante dans la politique d'engouement de la Chine.

Deux faits sont venus rappeler ces derniers mois le rôle de plus en plus dévolu à l'Australie dans le maintien de l'ordre impérialiste. En premier lieu, la signature, le 17 novembre dernier, d'un nouveau pacte de défense pour la région indopacifique entre le Japon et l'Australie: un accord devant permettre aux militaires des deux pays d'organiser des manœuvres sur leur territoire respectif, de renforcer l'interopérabilité de leurs forces et, au besoin, de poster des troupes sur le territoire de l'autre. Ce texte vient compléter l'alliance militaire orchestrée par les États-Unis dans cette partie du monde entre ces deux alliés de longue date et avec l'Inde, contre la Chine. En second lieu, hasard du calendrier, il y a eu deux jours plus tard la reconnaissance par le général Angus Campbell, le chef de l'armée australienne, des exactions meurtrières commises durant des années par ses forces spéciales en Afghanistan, scandale dont les médias du pays s'étaient fait l'écho depuis des mois mais que le pouvoir avait voulu étouffer, et qui met en

lumière la position de supplétif de l'impérialisme américain tenue par la puissance australienne jusque dans ses basses œuvres.

Depuis une vingtaine d'années, les États-Unis ont explicitement reconnu à cette dernière, sixième État du monde pour sa superficie, mais peuplé seulement de 26 millions d'habitants, le statut de police locale de ses intérêts dans cette partie du monde. En 1999, Jon Howard (Premier ministre de 1996 à 2007) avait même fièrement revendiqué pour son pays le titre de « shérif adjoint » face à un « arc d'instabilité » désignant explicitement la Chine, au-delà des circonlocutions diplomatiques. Ce qui lui permettait de justifier les interventions passées et futures de ses forces armées dans un large périmètre.

Cette propagande et cette mission parachèvent en quelque sorte une évolution amorcée dès la naissance de cette ancienne colonie britannique.

UNE COLONISATION MARQUÉE PAR LA VIOLENCE ET LES DÉPORTATIONS

Tardivement découverts par les Européens (1606), les territoires de l'Océanie sont restés longtemps à l'abri des pillages et des conquêtes coloniales. Une première colonie pénitentiaire fut établie en 1788 en Nouvelle-Galles du Sud. La fête nationale du 26 janvier (Australia Day) en rappelle encore la fondation. Mais, quatorze fois grande comme la France, l'Australie ne devint un enjeu important pour la puissance britannique, qui se l'était attribuée, qu'à partir du milieu du 19^e siècle, après la découverte d'immenses gisements aurifères. Une ruée vers l'or s'ensuivit, qui attira également des travailleurs venus de Chine: ils durent rapidement faire face à la violence et au racisme des Britanniques. Mais il fallut aussi employer les moyens les plus brutaux pour fournir la force de travail indispensable à l'exploitation de ce vaste territoire des antipodes. On eut de nouveau recours à la déportation.

Plus de 160 000 condamnés, de droit commun, militants politiques, syndicalistes furent ainsi déportés par le Royaume-Uni vers l'Australie, jusqu'en 1868.

L'essor des plantations de canne à sucre et de coton dans l'État actuel du Queensland entraîna également dans un premier temps la déportation de dizaines de milliers de travailleurs, mélanésiens ou indiens notamment, que les propriétaires, dont la CSR (Colonial Sugar Refining Company, compagnie coloniale de raffinage de sucre), soumirent à un quasi-esclavage. Celui-ci fut imposé également sur plusieurs îles, dont les Fidji. À l'instar du mouvement qui poussa des millions d'Européens à tenter leur chance vers le continent américain, l'Australie attira, dans des proportions bien moindres, des vagues successives de migrants. Mais, fidèles à l'idéologie coloniale et impériale qui prévalait alors dans les colonies européennes, les autorités locales, au nom de la politique de l'Australie blanche (White Australia Policy) refusèrent dès 1901 d'accueillir des populations non blanches. Et ce d'ailleurs avec l'assentiment du mouvement travailliste australien, un des premiers à accéder au pouvoir dans le monde, qui prétendait ainsi protéger les travailleurs de l'île de la concurrence étrangère et des bas salaires.



L'Australie aux Australiens. Badge des partisans de l'Australie blanche.

L'ancienne métropole britannique pourvut enfin en partie aux besoins de main-d'œuvre en déportant près d'un demi-million d'enfants âgés d'un à seize ans, orphelins ou arrachés à certaines familles parmi les plus pauvres, de 1918 jusqu'au début des années 1970.

La population aborigène fut quant à elle chassée, reléguée dans des réserves, sans droits ni accès à l'éducation ou à la santé, et fut l'objet durant des décennies d'un racisme institutionnel, véritable apartheid qui ne disait pas son nom. De 350 000 à l'arrivée des premiers Européens, le nombre des membres de ces communautés, qui avaient peuplé l'île depuis des dizaines de milliers d'années, diminua de moitié en un peu plus d'un siècle.

UNE EXCROISSANCE DE L'IMPÉRIALISME BRITANNIQUE

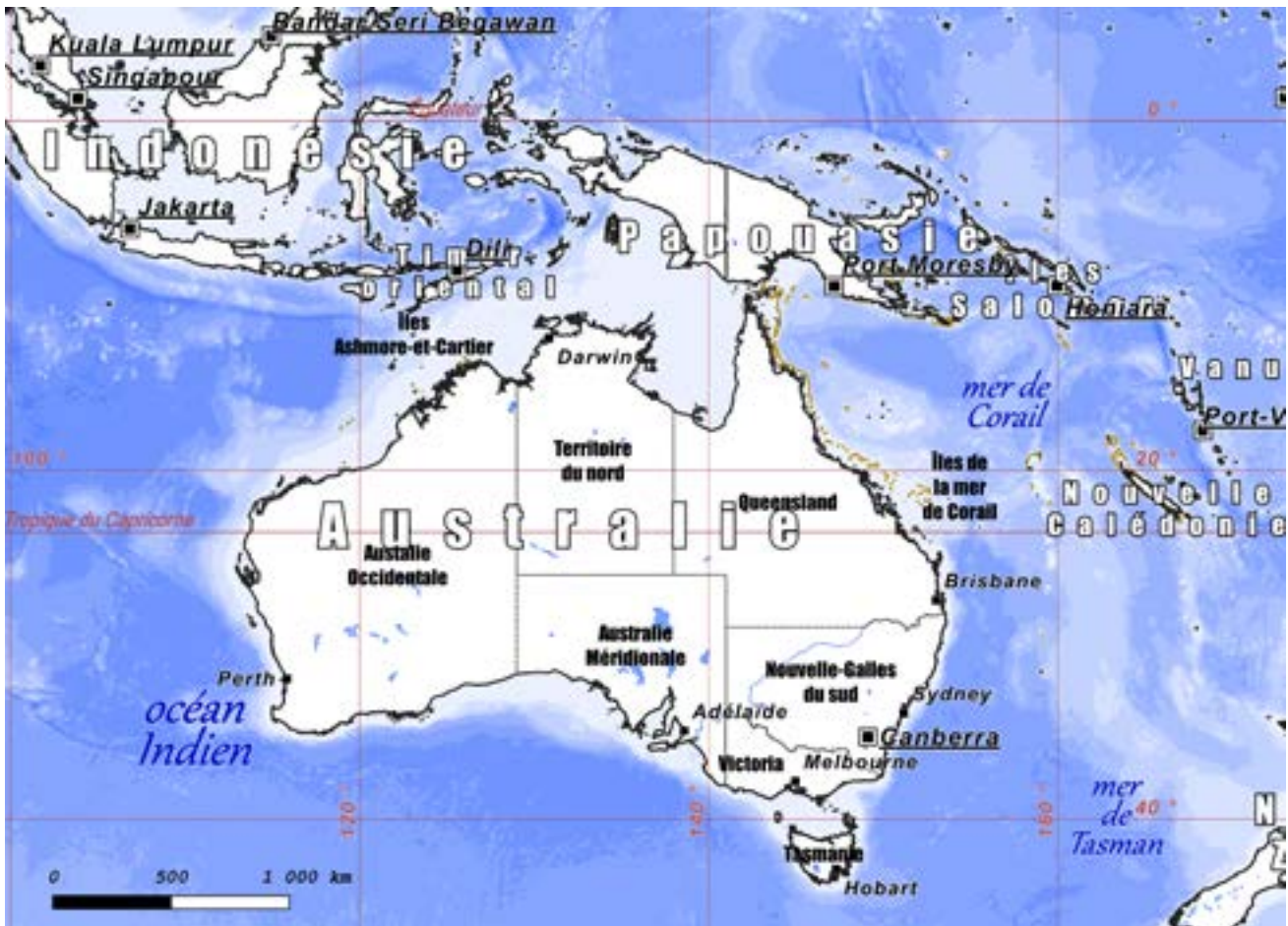
En 1901, les six colonies originelles se constituèrent en État fédéral. En l'absence d'une véritable armée nationale à même de faire face aux appétits des puissances à l'œuvre dans la région, à commencer par la France, l'Allemagne (qui possédait un certain nombre d'îles et notamment une partie de la Nouvelle-Guinée) et le Japon, la puissance britannique demeura toutefois une assurance indispensable. D'autant que la bourgeoisie australienne dépendait alors très largement des marchés et des débouchés de l'Empire. Mais les classes dirigeantes affichèrent très vite leurs propres ambitions politiques et territoriales.

Elles envoyèrent des troupes, de façon symbolique car sans portée militaire significative, participer à plusieurs interventions armées de l'impérialisme britannique. C'est ainsi que des soldats australiens combattirent en Afrique du

Sud lors de la guerre des Boers (de 1899 à 1902) ou en Chine, lors de la répression de la révolte nationaliste des Boxers (de 1900 à 1901). Dans le même temps, la Nouvelle-Guinée fut conquise par l'impérialisme britannique en quelque sorte pour le compte des grands propriétaires des plantations de canne australiennes, qui en furent les principaux bénéficiaires. Les dirigeants se réclamèrent d'un équivalent austral de la politique exprimée dans la doctrine Monroe menée par l'impérialisme américain dans son arrière-cour : aucun territoire au sud de l'équateur ne devait échapper à l'emprise, ou du moins au contrôle, de l'Australie, forte de son « droit naturel » à dominer ses voisins, en tant que poste avancé de la civilisation européenne.

La participation d'un important contingent australien aux combats de la Première Guerre mondiale (près de 14 % de sa population fut alors mobilisée), qui causèrent la mort de 60 000 jeunes, permit à l'Australie de figurer parmi les puissances victorieuses du conflit et d'exiger sa part des dépouilles de l'empire allemand. Elle servit aussi à la classe politique pour imposer le mythe de la naissance, dans le sang, d'une nation australienne.

Présent au congrès de Versailles, au cours duquel les grandes puissances impérialistes organisèrent le nouveau partage de l'Europe et d'une partie du monde, le Premier ministre australien ne manqua pas de réclamer et d'obtenir la mainmise sur les possessions allemandes dans le Pacifique sud ni de s'opposer à certaines prétentions japonaises. Dès 1914, les compagnies australiennes s'étaient d'ailleurs implantées en Nouvelle-Guinée et sur l'île de Nauru, dont elles exploitèrent la population, pour y extraire le phosphate. Les conditions d'expropriation



et de travail imposées aux habitants furent si brutales et les liens avec la classe politique australienne si poussés qu'ils déclenchèrent même un scandale de première classe en Australie au début des années 1920. Analysant la situation en Orient et les perspectives pour les révolutionnaires lors de son quatrième congrès, l'Internationale communiste rangeait sans conteste l'Australie parmi les puissances impérialistes.

Durant l'entre-deux-guerres, le capitalisme australien se renforça, le plaçant de facto sur la route de l'impérialisme japonais. Dès 1933, le journal *Sydney Daily Telegraph* expliquait: «La guerre avec le Japon est inévitable.» L'entrée du Japon dans la guerre contre les États-Unis, marquée par le bombardement spectaculaire de leur base navale de Pearl Harbor, allait installer l'Australie au cœur du conflit impérialiste dans cette région du monde.

UN ALLIÉ FIDÈLE DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Après la défaite de l'armée britannique, à Singapour en février 1942 les États-Unis devinrent la nouvelle puissance tutélaire de l'Australie, un allié d'un poids bien plus conséquent pour faire valoir ses propres ambitions dans le Pacifique sud et dans une partie de l'Asie.

De gigantesques bases militaires furent alors installées sur le territoire australien, qui servit durant plusieurs années de zone d'approvisionnement, d'entraînement, de transit pour l'armée américaine et de base de décollage pour ses bombardiers.

Les troupes australiennes combattirent sous le commandement du général MacArthur, notamment en Nouvelle-Guinée, tandis que les industries du pays alimentèrent la machine de guerre.

Ce rôle dévolu à l'Australie se renforça encore après le déclenchement de la guerre froide et surtout l'arrivée au pouvoir de Mao en Chine, lui donnant une coloration ouvertement anti-communiste. Le champion de cette politique d'alignement, ou de suivisme, derrière les États-Unis fut pour près de deux décennies Robert Menzies, qui remporta, contre les travaillistes, les élections de 1949 pour le compte d'un parti alliant conservateurs et libéraux. Défendant l'idée d'une politique de « défense avancée », Percy Spender, alors ministre des Affaires étrangères, expliquait: «L'Australie est à la porte de l'Asie et notre destinée en tant que nation est irrévocablement conditionnée par les événements qui se déroulent là-bas.» C'était lier les ambitions de la bourgeoisie australienne aux victoires de l'impérialisme américain. Et il se faisait fort pour cela d'« arracher les dents

à l'impérialisme communiste».

C'est dans ce cadre, et en position en quelque sorte de mercenaire au service de l'impérialisme, que l'Australie participa à la guerre de Corée, ainsi qu'aux combats livrés contre une guérilla communiste par l'impérialisme britannique en Malaisie entre 1948 et 1960.

Dès 1951, l'Australie, ainsi que la Nouvelle-Zélande, signa avec les États-Unis le pacte de l'Anzus (acronyme renvoyant au traité de sécurité entre ces trois puissances), qui intégrait le pays dans le dispositif américain d'«endiguement du communisme».

De nouvelles bases militaires furent créées ou étendues, notamment dans le domaine du renseignement à Pine Gap, Nurrungar et Northwest Cape.

Cet alignement eut sa traduction militaire tout au long de la guerre du Vietnam, au service de laquelle l'Australie mit ses installations et 60 000 hommes, malgré l'opposition d'une importante fraction de la jeunesse, opposée à la conscription et à cette sale guerre.

Poste avancé de l'impérialisme, l'Australie a donc également été placée en première ligne dans le soutien politique et militaire à la dictature de Suharto en Indonésie à partir de 1965. Complice et fournisseur d'armements de ce régime responsable de centaines de mil-

liers d'assassinats au nom de la lutte contre le danger communiste, l'Australie en tira avantage sur le plan économique, en s'octroyant notamment jusqu'à aujourd'hui la majeure partie d'importants gisements gaziers et pétrolifères aux dépens du Timor oriental.

Lorsque le Fretilin (Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor oriental) proclama en 1975 l'indépendance de cette ancienne colonie portugaise, à la faveur de la chute du régime de Salazar et de la révolution des Œillets, l'Australie soutint l'invasion de ce territoire par l'armée indonésienne. Les 160 firmes adhérant au Comité de coopération inter-entreprises australo-indonésien n'étaient pas étrangères à cet appui. L'usage massif du napalm, la famine, la terreur et les quelque 200 000 morts que cette intervention causa jusqu'à la fin des années 1980 peuvent donc être mis également sur le compte de l'appui dont l'Indonésie bénéficia de la part des États-Unis et de leur allié australien.

Depuis une vingtaine d'années, c'est face à la Chine, et suivant en cela de nouveau les mouvements de l'impérialisme américain, que l'Australie entend désormais disposer de ses propres moyens d'intervention militaire dans l'ensemble du Pacifique, qu'elle considère de plus en plus ouvertement comme son domaine réservé.

LES MIGRANTS, OTAGES DE LA POLITIQUE AUSTRALIENNE

Une autre expression de cette politique, et un autre avertissement lancé aux populations de l'Asie, a été le renforcement de la politique des gouvernements successifs envers les migrants dans la même période. Alors que le pays avait abandonné, en 1973, la politique de l'Australie blanche et accueilli des centaines de milliers de boat people et de réfugiés de diverses origines, il s'est de nouveau refermé de la façon la plus brutale.

Baptisée cyniquement «solution du Pacifique», cette politique s'appuie sur un certain nombre d'accords passés par l'Australie avec des États pauvres de sa zone d'influence directe, comme la Papouasie-Nouvelle-Guinée et Nauru, et de 2014 à 2018, avec le Cambodge. Elle vise à fermer totalement l'accès du territoire australien. Des milliers de demandeurs d'asile arrivés clandestinement, quand ils n'ont pas été simplement refoulés en mer, ont ainsi été déportés puis détenus durant des années dans des conditions maintes fois dénoncées par les ONG et par les rares témoins, dans des camps extraterritoriaux construits par l'Australie et gérés à prix d'or par des sociétés privées sous contrat avec le gouvernement. Le sort de ces réfugiés offshore a ému une partie de la population australienne, au point d'être à l'origine d'une série Netflix (*Stateless*) qui en décrit en détail les mécanismes. L'Union européenne a d'une certaine façon suivi cet exemple depuis quelques années, en sous-traitant à la Turquie d'Erdogan, également contre rétribution, la mission du maintien de plusieurs centaines de milliers de réfugiés syriens ou irakiens hors des frontières européennes.



La base d'écoute et d'espionnage américano-australienne de Pine Gap, au centre de l'Australie, dans le Territoire du Nord.



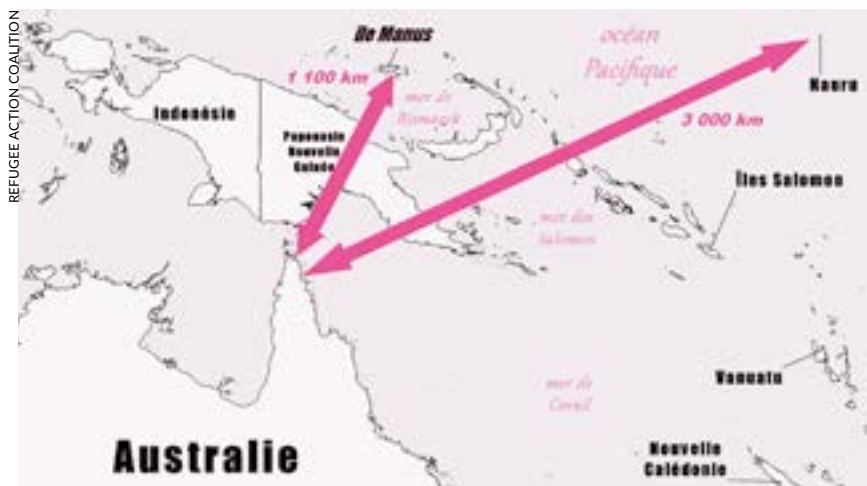
Le général Campbell, chef des armées, lançant la campagne officielle du gouvernement australien contre la venue de migrants en 2014. « Jamais vous ne ferez de l'Australie votre maison. » (No way : pas de passage possible, pas de chemin)

Dans les années 1950 et 1960, un de ses principaux dirigeants, Arthur Caldwell, s'était même fait le champion de l'Australie blanche, déclarant ainsi à propos de travailleurs chinois : « *Deux Wongs ne font pas un blanc* », s'opposant même à la présence sur le sol australien de soldats noirs américains et traitant les communistes d'« écume humaine », de « paranoïaques, dégénérés, crétins », de « paquet de dingos » et « de lépreux politiques ».

LA PLACE GRANDISSANTE DE L'IMPÉRIALISME AUSTRALIEN EN ASIE

Depuis une dizaine d'années, la politique de l'État australien s'inscrit dans les pas de celle des États-Unis dans la région dite indopacifique, quand elle ne la précède pas. Non contente de participer une fois encore aux interventions armées de l'impérialisme américain (envoi de soldats en Irak en 1991 et 2003, en Afghanistan en 2003 notamment), l'Australie a poursuivi ses propres opérations dans sa zone d'influence. Ainsi que l'analysait un spécialiste des questions de défense et ancien agent des services de renseignements, dans la presse patronale australienne, à propos de l'intervention armée australienne au Timor : « *Nous payons notre contribution maintenant au cas où nous ayons besoin de l'assistance américaine plus tard* »¹.

Et ce d'autant plus que la chute de Suharto en 1998 avait ouvert une situation d'instabilité qui pouvait être dommageable aux intérêts de ses capitalistes. L'armée australienne, sous couvert d'une mission d'interposition internationale, laissa les troupes indonésiennes ravager le Timor de 1999 à 2002, tuant plus de 10 000 personnes et détruisant



Les camps de Manus et Nauru, très loin du territoire australien.



Manifestation dans le camp de détention offshore de Manus en 2017. Parmi les slogans : « Assez de l'injustice », « Relâchez les otages », « Tuer des innocents, ce n'est pas une victoire ».

Le Parti travailliste, qui lors de son retour aux affaires en 2008 avait suspendu, mais non annulé, la « solution du Pacifique », s'y est depuis pleinement

rallié. Il suit en cela une longue tradition de ce parti, principal fourrier des idées nationalistes et racistes dans une partie de la classe ouvrière d'Australie.

¹ Paul Dibb, cité dans le journal *Financial Review*, numéro des 14-15 février 1998.

75 % des infrastructures de cet État qui venait d'obtenir son indépendance. Un journal australien, résumant l'analyse prévalant à Washington, cita alors un de ses représentants : « *Nous avons un important chien en compétition, appelé Australie, et nous devons l'appuyer.* »² Fortes de l'aval de l'administration Clinton, les compagnies australiennes qui lorgnaient sur le gisement gazier de Bayu-Undan, comme sur celui de Greater Sunrise, purent imposer leurs conditions au Timor oriental et préserver leurs intérêts sur les gisements pétroliers de Lamina/Corallina, situés à l'ouest, qu'elles exploitaient de longue date.

Dans sa zone d'influence la plus proche, l'Australie a poursuivi ses interventions : aux îles Salomon en 2003, aux îles Tonga en 2006, qualifiant nombre de ses voisins d'États faillis, voire en voie d'« africanisation ». La mort de 98 Australiens lors d'un attentat à Bali en 2002 lui servit pour couvrir ses ambitions et ses opérations de police du prétexte de la lutte contre le terrorisme. Après avoir défendu la dictature de Suharto durant des décennies, l'Australie se pose désormais en garante de l'intégrité du territoire indonésien, allié de poids des États-Unis, au mépris de la situation dans ce pays et des droits de certaines populations qu'il opprime (en Papouasie occidentale notamment). Son attitude est liée d'une part à la sécurisation de ses routes maritimes, une part croissante de son commerce transitant par les détroits indonésiens, et d'autre part à la stratégie à plus long terme de l'impérialisme américain.

Celui-ci ne fait pas mystère en effet de vouloir renforcer

considérablement sa présence dans cette zone du globe. Obama avait lui-même annoncé devant le Parlement australien en 2011 l'accroissement de la flotte américaine en Asie-Pacifique de 50 % à 60 % d'ici à 2020. L'aviation des États-Unis devait y baser 60 % de ses forces établies à l'étranger, y compris celles consacrées au domaine de l'espace et du cyberspace. Cette intensification de la coopération militaire s'est également traduite par la participation de l'Australie à un système américain coordonné de défense antimissiles balistiques. Officiellement dirigé contre des missiles nord-coréens, il pourrait être utilisé contre la Chine et permettre de tirer des missiles depuis des navires australiens.

UNE MILITARISATION CROISSANTE

Dans un contexte international de montée des tensions en tout genre, et pour faire suite aux exigences de l'impérialisme américain, le budget australien de la Défense ne fait pas exception à la course générale aux armements, bien au contraire. Le pays a commencé à combler son retard dans ce domaine à marche forcée depuis deux décennies.

En 2000, un *Livre blanc sur la défense* prévoyait déjà des investissements massifs (87 milliards d'euros de projets dans les secteurs aérien et naval), et de porter les effectifs des armées à 54 000 hommes. L'Australie affirmait qu'elle avait « *des intérêts et des objectifs stratégiques aux niveaux mondial et régional* », mais qu'elle continuerait simultanément « *à soutenir les États-Unis dans le rôle majeur qu'ils jouent dans le maintien et*

le renforcement de l'ordre de sécurité mondial »³, autrement dit à leur faire allégeance.

En 2016, un nouveau *Livre blanc* préconisa de faire passer le budget de la Défense de 13,2 à plus de 36,6 milliards d'euros (presque le budget militaire de la France à l'heure actuelle) en 2025-2026, et les effectifs à 62 400 soldats.

L'Australie a également passé cette année-là un contrat dit « du siècle » d'une trentaine de milliards d'euros portant sur l'achat auprès du groupe français Naval Group de 12 sous-marins de type Barracuda, assemblés à Osborne, dans l'État d'Australie-Méridionale, et dont la livraison devrait s'échelonner entre 2030 et 2050.

À l'été 2020, le Premier ministre Scott Morrison, qui se dit convaincu des conséquences inéluctables sur le plan politique et militaire de la crise actuelle, a encore poussé plus loin ces objectifs⁴. Ainsi, sur les dix prochaines années, 354 milliards d'euros de dépenses militaires sont programmés ! La moitié environ serviront à l'acquisition de moyens de frappe aérienne, terrestre et maritime de longue portée. Deux accords bilatéraux ont également été signés avec l'Inde en juin de cette même année.

Lors de la signature d'un énième accord de coopération militaire entre son pays et l'Australie, le chef de la diplomatie américaine n'a pas manqué d'évoquer « *les activités néfastes du Parti communiste chinois dans la région indopacifique* » et l'« *alliance indestructible* »⁵ des USA et de l'Australie face à la Chine.

L'impérialisme américain resserre chaque année un peu plus son dispositif autour des bases permanentes qu'il occupe

2 *Australian Financial Review*, Sydney, du 13 septembre 1999.

3 Département de la Défense, « *Defence 2000 : Our Future Defence Force* », Commonwealth of Australia, Canberra, décembre 2000.

4 « *2020 Defence Strategic Update* », publication du ministère australien de la Défense.

5 *Les Échos*, 29 juillet 2020.

depuis des décennies, et par la multiplication d'autres, comparées à des nénuphars, plus réduites, mais plus interchangeables. L'objectif non dissimulé est d'être en mesure d'imposer un embargo à la Chine, avec l'appui des forces japonaises et australiennes. Il s'agit aussi de préparer progressivement les opinions publiques à un éventuel affrontement militaire.

DE LA GUERRE COMMERCIALE AVEC LA CHINE À UN VÉRITABLE CONFLIT ARMÉ ?

Les tensions politiques, le resserrement des alliances militaires et la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, singulièrement depuis deux ans, ont immédiatement affecté les relations de cette dernière avec l'Australie, qui apparaît de plus en plus comme un poste avancé de l'impérialisme contre les intérêts chinois en Asie et dans le Pacifique.

Au fil des décennies, la Chine était devenue le premier partenaire commercial de l'Australie. Il s'agit donc pour celle-ci d'un enjeu de premier plan. S'étant alignée sur la stratégie de la tension américaine dont Trump s'était fait le tribun, en excluant par exemple elle aussi les géants chinois Huawei et ZTE de son marché de la téléphonie 5G, l'Australie a vu à son tour ses exportations fortement taxées, à commencer par celles de charbon, de fer ou de cuivre, mais aussi celles de viande, de vin ou de céréales. Courant décembre 2020, le quotidien chinois *Global Times*, proche du régime, titrait : « *Le charbon australien n'est plus le bienvenu dans les ports chinois* »⁶. En rétorsion à l'alignement de l'Australie derrière les États-Unis,

Pékin déconseille également à ses jeunes de se rendre en Australie, alors que ce pays est la deuxième destination des étudiants chinois.

Il y a évidemment une part de poker menteur dans cette évolution et ce climat de nouveau « péril jaune » entretenu par l'Australie. Mais on aurait tort de ne pas voir les dangers représentés par l'escalade actuelle, d'autant que la puissance australienne ne se contente plus du rôle de mercenaire pour le compte de l'impérialisme dominant qui a été

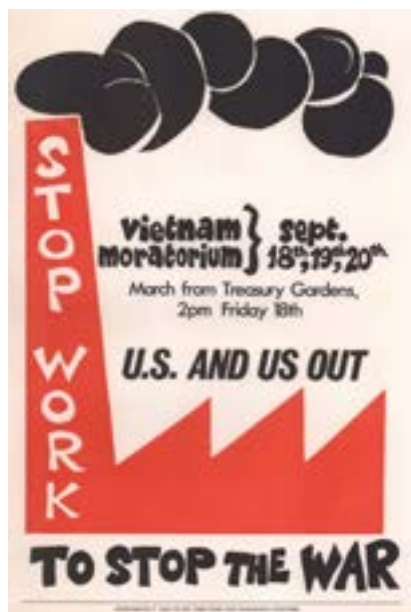
d'ajouter : « *Ce sera sans doute une guerre qui nécessitera que la nation tout entière défende le pays.* »

L'Australie n'est plus ce pays désigné ironiquement par l'expression « quelque part en bas » sur les cartes du monde. Elle est devenue, par sa situation géopolitique et par son poids économique et militaire, un allié indispensable aux États-Unis pour maintenir l'ordre impérialiste.

La bourgeoisie australienne est l'une des plus repues de la planète. La seule ville de Sydney compterait, selon l'index Bloomberg, 95 000 millionnaires. L'année 2020 a été plus que profitable aux milliardaires du pays, puisque leur fortune s'est accrue de 52,4 %, totalisant plus de 1 500 milliards⁸ ! Gorgés d'aides publiques et bénéficiant d'exemptions fiscales colossales, des trusts miniers et de la métallurgie comme BHP Hilton ou Rio Tinto comptent parmi les plus puissants de la planète.

Cela rend d'autant plus vitale la renaissance d'un parti représentant les intérêts du prolétariat, c'est-à-dire d'un parti communiste révolutionnaire, seul à même d'offrir une perspective commune aux travailleurs et aux peuples de la région. Il existe dans ce pays une longue tradition de lutte contre l'impérialisme, depuis le rejet de la conscription durant la Première Guerre mondiale jusqu'aux manifestations de masse contre la guerre du Vietnam. Mais le pacifisme ou l'antiaméricanisme ne sauraient jeter les bases d'une politique authentiquement émancipatrice, car ils ne remettent pas en cause la domination de la bourgeoisie ni son système d'exploitation.

20 janvier 2021



JOSEF LEBOVIC GALLERY

Pendant la guerre du Vietnam, en 1971. Appel à manifester à Melbourne du Comité syndical contre la conscription : « Arrêtez le travail pour arrêter la guerre. Troupes américaines et australiennes hors du Vietnam ! »

longtemps le sien. Jim Molan, ancien major-général de l'armée australienne (adjoint au chef des armées), aujourd'hui sénateur, a lancé récemment un appel « à mettre en place une stratégie de sécurité nationale », affirmant qu'un conflit militaire avec la Chine « devient de plus en plus probable »⁷. Et

6 Cité par *Les Échos* du 20 décembre 2020.

7 Cité par *Courrier international* du 29 décembre 2020.

8 Bloomberg Billionaires Index.



Éthiopie: les divisions ethniques institutionnalisées

Le 4 novembre 2020, l'armée éthiopienne envahissait le Tigré. L'Éthiopie, aujourd'hui le deuxième pays d'Afrique par sa population de 110 millions d'habitants, est une mosaïque de peuples, parmi lesquels sont parlés 80 langues et dialectes. C'est une fédération de dix États régionaux et de deux villes-États, jouissant chacun d'une large autonomie, qui va jusqu'au droit à la sécession, et possédant chacun sa propre armée.

En trois semaines, les troupes du gouvernement central se sont emparées de la capitale tigréenne Mekele, puis de tout le Tigré, et y ont imposé une administration provisoire en lieu et place des anciennes autorités. Les victimes furent nombreuses dans la population du Tigré ainsi qu'à la frontière entre le Tigré et l'État régional Amhara voisin, et 45 000 personnes durent passer la frontière pour se réfugier au Soudan.

Comme dans de nombreux pays pauvres, en particulier en Afrique, les élites éthiopiennes, dans leur lutte pour le pouvoir, se servent des différends ethniques, en les exacerbant, les uns pour s'arroger des pouvoirs supplémentaires, les autres pour capter les richesses. Le fait que ces pays soient aujourd'hui intégrés à la mondialisation capitaliste, comme c'est le cas à un degré important pour l'Éthiopie, n'y a rien changé. Les buildings d'Addis-Abeba, le TGV flambant neuf entre cette capitale et Djibouti, et les avions d'Ethiopian Airlines, première



compagnie aérienne du continent, coexistent avec les structures les plus archaïques, la pauvreté des campagnes, mais aussi la permanence de conflits menés sur une base ethnique. Dans l'Éthiopie contemporaine, ces rivalités ont même été ins-

titutionnalisées, et l'État est régi par une constitution basée sur le « fédéralisme ethnique ». Aujourd'hui, revient régulièrement la question de l'éclatement de cet ensemble de peuples vivant ensemble depuis le 19^e siècle.



Menelik II

LE RÉGIME FÉODAL

Pour bien comprendre le conflit actuel, il faut remonter aux origines de l'Éthiopie.

L'État éthiopien fut constitué à la fin du 19^e siècle. L'empereur Ménélik II, issu d'une dynastie du nord du pays peuplé d'Amharas et de Tigréens, soumit le sud, où vivaient les Oromos. C'est aussi le seul pays d'Afrique avec le Libéria à ne pas avoir été colonisé. Dans la ruée des puissances impérialistes sur l'Afrique, l'Italie avait jeté son dévolu sur ce pays, après avoir occupé l'Érythrée voisine sur la côte de la mer Rouge. Mais le corps expéditionnaire italien fut massacré par l'armée de Ménélik à la bataille d'Adoua en 1896. L'Éthiopie sauva ainsi son indépendance, sans échapper pour autant à la pression des impérialismes. Les rivaux de l'Italie se précipitèrent à la cour de Ménélik, notamment la France qui prit en charge la construction du chemin de fer entre Addis-Abeba et Djibouti, le territoire voisin, qu'elle avait annexé. Mais contrairement aux autres pays d'Afrique, l'Éthiopie a pu bénéficier de longue date d'un État national, que ses dirigeants font même remonter à l'Antiquité avec la reine de Saba, et échapper ainsi aux maux de la colonisation directe par les puissances impérialistes.

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, les troupes de l'Italie mussolinienne réussirent cette fois à occuper le pays. Redoutant de voir se reproduire le désastre d'Adoua, elles eurent recours aux gaz asphyxiants pour remporter la victoire, massacrant non seulement l'armée éthiopienne mais aussi des milliers de villageois. Cette occupation dura cinq ans et l'empereur Hailé Sélassié fut remis sur le trône par les troupes alliées. La colonie ita-



Haïlé Sélassié.

lienne d'Érythrée, placée sous mandat de la Grande-Bretagne à la fin de la guerre, fut finalement annexée par l'Éthiopie en 1962. Le règne d'Haïlé Sélassié dura jusqu'en 1974. Le pays était alors marqué par sa structure archaïque et féodale et surtout par son sous-développement et la pauvreté de la majorité de la population. À part le long de l'unique ligne de chemin de fer, on s'y déplaçait à dos de mulet. La population était presque uniquement composée de paysans écrasés d'impôts, qui laissaient les trois quarts du fruit de leur travail à une poignée de nobles et à l'empereur. Celui-ci était un allié fidèle de l'impérialisme américain, dont l'armée éthiopienne, qui engloutissait une grande partie du budget de l'État, était le supplétif dans la région.

LES OFFICIERS DU DERG AU POUVOIR

Le régime de Hailé Sélassié prit fin en 1974 lorsqu'un groupe de jeunes officiers renversa sans coup férir l'empereur. Comme dans bien des pays du tiers-monde, l'armée était la seule institution où des jeunes issus de la petite bourgeoisie pouvaient faire carrière, et qui plus est, en Éthiopie, la seule institution moderne. Le DERG (comité militaire d'administration provisoire) gouverna le pays jusqu'en 1991 sous la direction de son chef Haïlé Mariam Mengistu. Les jeunes officiers arrivèrent au pouvoir dans une ambiance d'effervescence politique, de manifestations étudiantes, de grèves des salariés et de révoltes paysannes. Leur objectif n'était pas de s'appuyer sur ces mouvements, mais de moderniser le pays par en haut. Ils nationalisèrent les terres, mettant fin à l'emprise séculaire des féodaux et de l'Église qui prélevaient la plus grande partie des revenus des paysans. Le DERG confisqua aussi les entreprises privées et même les habitations louées non occupées par leurs propriétaires. Il mit aussi en place un plan d'alphabétisation et envoya les étudiants dans les campagnes pour apprendre à lire et à écrire aux paysans.



Mengistu.

Mais lorsque les travailleurs et les étudiants réclamèrent les libertés politiques pour la population, les militaires répondirent par la dissolution de la Confédération syndicale des travailleurs éthiopiens et réprimèrent sauvagement les manifestations étudiantes. Au fil des ans, le régime apparut de plus en plus comme une dictature pure et simple. Dans le contexte international marqué par l'opposition entre les deux blocs, le régime a cherché des alliés du côté soviétique. Il s'est proclamé socialiste et les militaires russes et cubains débarquèrent à Addis-Abeba pour épauler le pays dans sa guerre contre la Somalie.

La lutte contre le régime du DERG fut menée par différentes forces sur une base régionale et ethnique, avec notamment comme programme le droit à l'autonomie et même à l'indépendance. Le Front de libération du peuple du Tigré était la principale composante militaire de cette coalition, qui comprenait aussi les mouvements oromo, amhara et ceux du sud de l'Éthiopie. En 1991, ces mouvements renversèrent le DERG. La lutte était aussi menée par le Front populaire de libération de l'Érythrée qui revendiquait l'indépendance de cette province. En 1991, ce fut chose faite et l'Érythrée devint indépendante, privant ainsi l'Éthiopie de tout accès à la mer. Sept ans plus tard, les deux pays s'engageaient dans une guerre sanglante pour régler un contentieux frontalier.

Sous le régime féodal comme sous le DERG, l'Éthiopie avait toujours été un État unitaire. Les empereurs assuraient tant bien que mal la cohésion des différents peuples par un mélange subtil de dirigeants issus des différents peuples pour exercer les responsabilités. La plupart étaient certes des Amharas, mais les Tigréens y avaient aussi leur place, et éga-

lement les Oromos, en particulier dans l'armée, bien que leur région soit vassalisée. Quant au DERG, composé essentiellement de jeunes officiers ayant servi dans différentes garnisons, l'appartenance ethnique y tenait peu de place.

LE FÉDÉRALISME ETHNIQUE ET L'INTÉGRATION AU MARCHÉ MONDIAL

Avec l'arrivée au pouvoir en 1991 d'une coalition de mouvements ayant des programmes autonomistes, voire indépendantistes, ce cadre unitaire fut brisé. Tandis que l'Érythrée prenait son indépendance, l'Éthiopie fut pour sa part divisée en États-régions sur la base de l'ethnie qui y était majoritaire, chacun ayant une certaine autonomie, sa propre armée et sa propre police. Ce fédéralisme ethnique, comme on l'appela, servit de base à la Constitution du pays. Le pouvoir central y appartient à un premier ministre choisi parmi les dirigeants des États régionaux au gré de rapports de force changeants. Ce fut, jusqu'à sa mort en 2012, Meles Zenawi, le leader du Front populaire de libération du Tigré, avant que le poste ne passe à Harié Maryam Dessalegn, le leader de la région des peuples du Sud. Mais même alors, ce furent toujours des membres de l'élite tigréenne qui occupèrent les postes à la tête de l'appareil d'État. Avec le fédéralisme ethnique, il ne s'agissait pas d'un simple changement de la forme des institutions, mais de la volonté de donner la priorité à l'appartenance ethnique des Éthiopiens, qui fut d'ailleurs inscrite dans un premier temps sur leur carte d'identité.

C'est également sous Zenawi que l'Éthiopie s'intégra massivement à la division mondiale du travail autrement que comme le producteur de café que le pays avait toujours été.

Un grand plan de locations de terres à des groupes internationaux fut lancé dans les campagnes. Rien n'était plus facile, puisque la terre était propriété de l'État, un héritage du DERG que le pouvoir lui ayant succédé s'était bien gardé de remettre en cause. Alors que l'Éthiopie dépend toujours de l'aide alimentaire pour nourrir sa population, une surface équivalant au moins à celle de la Belgique fut louée à des prix dérisoires à différentes sociétés qui s'y installèrent. Les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, rendus inquiets après la crise de 2008 qui avait fait monter les prix agricoles, sont devenus leurs principaux clients pour les cultures vivrières. Quant aux fleurs, elles sont exportées par avion vers les pays européens. Au milieu de terres péniblement cultivées par des paysans qui s'échinent à en tirer leur alimentation avec des outils primitifs, on a vu apparaître des enclaves ultramodernes. Des serres dotées d'un système d'irrigation informatisé, mettant en culture des semences venues de Hollande avec des engrais eux aussi européens. Si l'on ajoute que le prix de la main-d'œuvre est, comme s'en vantent les dirigeants éthiopiens, le plus bas d'Afrique, ce qui n'est pas peu dire, on comprend que la productivité et la rentabilité soient maximales. Les paysans chassés de leurs terres travaillent pour des salaires dérisoires. Ces contrats de location de terres étaient conclus dans la plus totale opacité. Censés enrichir le pays en devises, ils contribuèrent surtout à enrichir l'élite au pouvoir, en grande partie tigréenne.

Meles Zenawi lança parallèlement l'industrialisation du pays. Avec encore une fois l'atout d'une des mains-d'œuvre les moins chères du monde, l'Éthiopie devint l'un des centres mondiaux de l'industrie textile. Les ouvrières,

venues de la campagne, y travaillent pour toutes les grandes marques mondiales, pour des salaires de 26 dollars par mois contre 95 au Bangladesh ou 326 en Chine. Le gouvernement a créé des parcs industriels, fournissant toutes les infrastructures, pour que les fabricants puissent y installer leurs usines d'assemblage de vêtements. H & M, Calvin Klein, Levi Strauss profitent ainsi du travail d'ouvrières qui s'évanouissent parfois sur leurs machines. Dans le même temps, les chantiers de bâtiments modernes transformaient la physiologie d'Addis-Abeba.

Les institutions internationales, FMI, Banque mondiale, ne tarissent pas d'éloges sur cet eldorado africain crédité d'un taux de croissance de 10 % par an. Mais derrière cette façade, l'Éthiopie reste le 173^e pays sur 189 au classement de l'indice de développement humain (IDH) qui tient compte du PIB par habitant, de l'espérance de vie à la naissance et du niveau d'éducation des jeunes de plus de 17 ans. Seuls d'autres pays africains comme le Mali, le Niger ou la Centrafrique sont plus mal lotis encore.

Dans ce climat d'inégalité, d'accaparement des richesses d'un côté et de misère de l'autre, la contestation s'est développée à partir des années 2000 et a été violemment réprimée. En 2005, la police et l'armée firent près de 200 morts parmi les manifestants qui contestaient la réélection de Meles Zenawi. En 2010, une vague d'arrestations frappa un mouvement d'opposition qui contestait les résultats des élections législatives remportées encore une fois par le pouvoir. Le monopole du pouvoir par l'élite tigréenne finit par donner à la contestation politique et sociale un caractère de revendication ethnique. En août 2016, sous le gouvernement du Premier ministre Hailé Mariam Dessalegn, les manifestants oromos et

amharas se soulevèrent, affrontèrent la police et s'en prirent aux intérêts étrangers. Le gouvernement décréta l'état d'urgence et la répression fit une centaine de morts.

DE L'ÉLECTION D'ABIY AHMED À LA GUERRE CONTRE LE TIGRÉ

La domination tigréenne prit fin avec l'élection d'Abiy Ahmed, un Premier ministre oromo. Les grandes puissances saluèrent avec enthousiasme ce changement, qui semblait leur garantir la possibilité d'exploiter le prolétariat éthiopien sans que leurs usines textiles ou leurs plantations soient perturbées par les luttes pour le pouvoir qui troublaient le pays. La libération des prisonniers politiques, puis la fin de la guerre avec l'Érythrée valurent même à Abiy Ahmed le prix Nobel de la paix, ce qui apparaît aujourd'hui comme une cruelle ironie alors qu'il a déchaîné la guerre sur une partie de son pays.

Abiy Ahmed, un dirigeant oromo, avait été porté à la tête de l'Éthiopie dans l'espoir de calmer cette vague de contestation. Mais cette nouvelle donne ne mit pas fin pour autant aux luttes pour le pouvoir entre élites régionales. En 2019, une

tentative de coup d'État eut lieu contre le gouvernement régional d'Amhara par un mouvement qui dénonçait la marginalisation des Amharas. Mais surtout, au début 2019, des partis oromos concurrents d'Abiy Ahmed ont mobilisé la population pour que la ville d'Addis-Abeba, située géographiquement dans leur région, soit considérée comme une ville oromo et donc que les Oromos soient prioritaires pour y bénéficier de certains logements HLM.

Le problème du logement est crucial dans une capitale surpeuplée où l'on voit surgir les buildings et les centres d'affaires, mais où les plus pauvres doivent s'exiler de plus en plus loin et faire tous les jours de pénibles trajets dans des tramways bondés. Les petits bourgeois les moins fortunés se replient sur les HLM d'une structure appelée le Condominium, que le gouvernement leur vend à des prix avantageux et dont ils peuvent tirer profit en les louant. La question sociale du logement, instrumentalisée par des dirigeants nationalistes, prit ainsi un tour de rivalité ethnique et Abiy Ahmed finit par accorder une certaine priorité aux Oromos dans les derniers HLM construits.

Quelques mois plus tard, la mort du chanteur Hachalu Hundessa, très populaire défenseur des Oromos, abattu au



Abiy Ahmed, prix Nobel de la Paix en 2019 et depuis... fauteur de guerre.

volant de sa voiture, déclencha des émeutes qui firent des centaines de morts en Oromia puis à Addis-Abeba. L'élection d'un président oromo n'améliorait pas les conditions de vie des Oromos, décevant les espoirs de cette communauté. Pour cela, il aurait fallu renverser tout le système, et ne pas seulement changer l'origine du chef de l'État.

Si les causes de la contestation sociale demeuraient, on assista à une rapide relève des dirigeants. Dès son arrivée au pouvoir Abiy Ahmed s'employa à marginaliser l'élite tigréenne, non pas pour améliorer le sort de sa communauté d'origine mais pour asseoir son propre pouvoir. Il procéda à une purge à la tête de l'armée et des services de renseignements. Les procès anticorruption furent l'occasion de faire le ménage parmi les dirigeants tigréens. Ce fut notamment le cas lors de l'arrestation et du jugement des dirigeants du Metec, le conglomérat militaro-industriel, impliqués dans la construction du barrage de la Renaissance sur le Nil Bleu et de nombreux achats opaques à l'étranger pour plus d'un milliard de dollars, et également accusés d'actes de torture et de violence. Le président de la région-État du Tigré, Debretsion Gebremichael, ne manqua pas de protester contre la marginalisation en cours de son groupe ethnique. Abiy Ahmed tenta également de reprendre le contrôle des forces militaires stationnées au Tigré, ce à quoi s'opposèrent les dirigeants tigréens. Des deux côtés on s'acheminait donc vers l'affrontement.

La cause immédiate du conflit fut le choix fait par le Premier ministre fédéral Abiy Ahmed de repousser à une date indéterminée les élections législatives, qui devaient avoir lieu en septembre 2020, à cause de l'épidémie de coronavirus, prolongeant ainsi son mandat.



Des réfugiés du Tigré fuient le conflit à bord d'un bateau sur les rives du fleuve Tekeze à la frontière du Soudan, le 21 novembre 2020.

Les dirigeants du Tigré organisèrent alors leurs propres élections à l'échelle de la région, et déclarèrent ne plus reconnaître l'État central.

L'armée fédérale entra alors au Tigré. Au même moment, des milices amharas attaquèrent aussi, faisant des victimes dans les villages tigréens et forçant une partie de leurs habitants à s'enfuir au Soudan. Ces milices sont une tradition depuis la période féodale et servent de supplétifs à l'armée. Les Tigréens et les Amharas vivaient pourtant en paix dans cette région, et les mariages mixtes y étaient nombreux, mais la guerre actuelle, pour leur plus grand malheur, a servi de prétexte pour récupérer une zone que les dirigeants tigréens avaient annexée en 1974.

À l'heure où nous écrivons, il est bien difficile de savoir dans quelle direction va évoluer la situation. Les dirigeants du Tigré qui avaient mené une longue guérilla contre le DERG peuvent très bien en faire autant contre Abiy Ahmed. Le conflit s'est d'autre part compliqué par l'immixtion de pays voisins. L'armée érythréenne a pénétré au Tigré en soutien aux troupes d'Abiy Ahmed. Le Soudan, d'autre part, a profité du fait que l'armée éthiopienne était occupée ailleurs pour tenter de récupérer un territoire qu'il revendiquait depuis longtemps, le triangle d'Al-Fashaga.

La guerre du Tigré n'est donc

que la dernière en date des luttes entre les différents clans qui aspirent à diriger le pays, voire simplement leur propre région qui aurait fait sécession. Mais les travailleurs éthiopiens, eux, n'ont aucun intérêt à défendre dans ces combats de chefs. Dans les campagnes, les paysans se battent contre les calamités naturelles, invasions de criquets, sécheresses et n'ont certainement pas besoin d'une guerre en plus. Les travailleuses et les travailleurs qui s'échinent dans les parcs industriels ou dans les grandes villes pour le capital international forment une classe ouvrière multi-ethnique, enchaînée au même joug qu'ils soient oromos, amharas ou tigréens. Ces travailleurs ont bien d'autres combats à mener que ceux dans lesquels leurs dirigeants veulent les entraîner. Aujourd'hui, les salaires de misère permettent de moins en moins de vivre : le prix des denrées de base a doublé, les travailleuses s'entassent dans des chambres sordides entre deux journées de travail et la moindre revendication est féroce ment réprimée. Toutes les élites régionales qui s'affrontent depuis des dizaines d'années se battent pour le droit de profiter de leur exploitation et des miettes que veut bien leur laisser le capital international. Les divisions entre ethnies, héritées du passé, ne profitent qu'aux exploités.

24 janvier 2021

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général. Prix: 1,20 €.

Brochures et livres

Les dernières publications



Contre le grand capital, le camp des travailleurs
Meeting de la campagne européenne de Lutte ouvrière, à la Mutualité, 10 mai 2019.
1 €.



Mai-juin 1968 - Souvenirs de militants ouvriers
Publié à l'occasion du cinquantième de la grève générale de 1968.
544 pages, 18 €.

Les exposés du

Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris, des réunions du Cercle Léon Trotsky, lors desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse: www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT. Prix: 2 €.

Les dernières conférences :

États-Unis: après des élections en temps de crise
(n° 163, 14 novembre 2020)

Algérie: révolte contre le système politique et aspirations sociales
(n° 161, 18 octobre 2019)

Le capitalisme, un système économique à l'agonie, un ordre social à renverser
(n° 159, 22 février 2019)

L'industrie pharmaceutique soumise à la rapacité des capitalistes
(n° 158, 19 janvier 2019)

Le monde paysan, l'alimentation et la planète sous la dictature du capital
(n° 157, 17 novembre 2018)

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués... Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail: www.lutte-ouvriere.org

Toutes les brochures sont à commander sur la page: www.lutte-ouvriere.org/publications/commander

les bons caractères **lbc**

Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes. Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

À paraître (avril 2021)

Toujours militante
Arlette Laguiller
En souscription jusqu'au 28/2/2021
Livre papier: 8 € TTC
au lieu de 15 € TTC



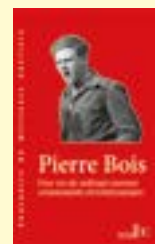
Dernières parutions

Une vie de militant ouvrier communiste révolutionnaire

Pierre Bois
Prix public: 15 € TTC

Une industrialisation à pas de tortue
France 1789-1914

de Alain Lecaie
Collection Éclairage n° 19
Prix public: 8,20 € TTC



AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX http://www.uatci.org

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 € Correspondance: Das rote Tuch, Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN -

ALLEMAGNE http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd Correspondance: BP 54, rue de la Clef 7000 MONS - BELGIQUE http://www.lutte-ouvriere.be et http://www.arbeidersstrijd.be

ESPAGNE



Correspondance: boletinvozobrera@yahoo.es APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA - ESPAGNE http://www.vozobrera.org



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique six mois: 13 \$ - un an: 26 \$ Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA http://www.the-spark.net



Revue trimestrielle publiée par The Spark Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique, un an (4 numéros): 16 \$ Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste Prix: 1,20 € Abonnements: France - DOM TOM, six mois: 20 €; un an: 40 € Autres pays, par avion, sous pli fermé: nous consulter Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel Abonnement: écrire à la boîte postale http://www.w-fight.org contact e-mail: contact@w-fight.org



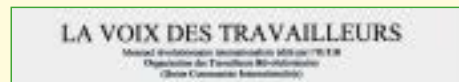
Trimestriel publié par Workers'Fight BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE Abonnement 1 an: GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € - Pli ouvert: 23 € Guadeloupe: Combat ouvrier - Philippe Anaïs 1111 Rés. Matéline, l'Aiguille - 97128 GOYAVE Martinique: Combat Ouvrier - Louis Maugée BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX http://www.combat-ouvrier.net

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI) BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO - ITALIE Abonnement 1 an: 12 € http://www.linernazionale.it - contact e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe) Mensuel trotskyste Correspondance: BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE http://www.sinifmucadelesi.net